



**France Télécom
Société Anonyme
Au capital de 10.595.434.424 euros
Siège Social 6 place d'Alleray
75505 PARIS CEDEX 15
R.C.S. 380.129.866 PARIS**

**PROCES-VERBAL DE
L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 7 JUIN 2011**

L'an 2011,

Le 7 juin à 16 heures,

Au Palais des Congrès de la Porte Maillot,

Les actionnaires de la Société France Télécom se sont réunis en Assemblée Générale Mixte.

L'avis de convocation a été inséré le 18 mai 2011 au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires (BALO) et dans "Les Petites Affiches", Journal d'annonces légales.

Chaque actionnaire nominatif a été convoqué par lettre adressée le 18 mai 2011.

Les membres de l'Assemblée ont élargé la feuille de présence en entrant en séance, tant en leur nom qu'en qualité de mandataire.

Monsieur Stéphane RICHARD préside la réunion en sa qualité de Président du Conseil d'administration.

Accueil de Monsieur Stéphane RICHARD

Président Directeur général

Mesdames, Messieurs, chers actionnaires, bienvenue à votre Assemblée Générale. J'ai le plaisir de vous retrouver cette année en tant que Président Directeur Général de France Télécom-Orange.

Je vais d'abord vous donner quelques informations de nature juridique pour la tenue de cette Assemblée Générale mixte. Conformément à la loi et à l'article 21 des statuts de France Télécom, je vais assurer la présidence de cette Assemblée qui se tient sur première convocation. Je vous rappelle que l'avis préalable a été publié au BALO le 4 avril 2011. L'avis de convocation a été publié à ce même bulletin et aux *Petites Affiches* le 18 mai 2011. Toutes les informations légales ont dès lors été publiées.

Le quorum requis est d'ores-et-déjà atteint, aussi bien pour la partie ordinaire qu'extraordinaire de l'Assemblée. Le quorum provisoire est de 61,67 %. Au cours de la séance, je vous communiquerai le quorum définitif.

Je déclare à présent ouverte cette Assemblée Générale et vous propose d'en constituer le bureau. Les deux actionnaires disposant du plus grand nombre de voix sont le Fonds stratégique d'investissement (FSI) et l'Etat. Le FSI est attentif à la pluralité de représentation au sein de notre Assemblée Générale.

Il a accepté que le fonds du plan d'épargne groupe France Télécom Actions, troisième actionnaire de France Télécom, soit scrutateur à sa place. J'appelle donc en qualité de scrutateurs :

- l'Etat français représenté par Jean-Dominique Comolli, commissaire aux participations de l'Etat,
- le Fonds France Télécom Actions, représenté par Jean-Pierre Borderieux.

Je leur propose de désigner, s'ils en sont d'accord, Nicolas Guérin, Directeur Juridique du Groupe, en qualité de Secrétaire de séance.

L'ensemble des documents usuels est à la disposition de l'Assemblée. Les documents légaux ont été adressés à tous les actionnaires qui en ont fait la demande. Je rappelle qu'un avis de convocation comportant un exposé sommaire de la situation du Groupe ainsi que les textes des résolutions a été envoyé à tous les actionnaires inscrits au nominatif et par conséquent connus de France Télécom. Toute la documentation est par ailleurs consultable à la Direction Juridique et accessible en ligne sur notre site www.orange.com/ag2011.

La liste des documents mis à la disposition des actionnaires est la suivante :

- un exemplaire de la lettre de convocation des actionnaires nominatifs,
- un exemplaire du Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 18 mai, portant avis de convocation,
- un exemplaire du journal « Les Petites Affiches » du 18 mai, portant avis de convocation,
- la copie des lettres de convocation des Commissaires aux Comptes avec l'avis de réception,
- la feuille de présence et les procurations données par les actionnaires représentés, ainsi que les formulaires de vote par correspondance,
- un exemplaire des statuts de la Société.

Je dépose également les documents suivants :

- le document de référence 2010 comprenant notamment les comptes, le rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale, le rapport du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration et sur les procédures de contrôle interne,
- l'ordre du jour de l'Assemblée générale mixte,
- le texte des projets de résolutions,
- le rapport spécial sur les stock options, en application de l'article L. 225-184 du Code de commerce,
- le rapport spécial sur les attributions gratuites d'actions, en application de l'article L. 225-197-4 du Code de commerce,
- le montant global, certifié par les Commissaires aux comptes des versements effectués en applications des 1 et 4 de l'article 238 bis du Code général des impôts, ainsi que la liste des actions nominatives de parrainage, de mécénat,
- la liste des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales,
- le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice,
- le rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce,
- le rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du Président, pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière,
- les rapports complémentaires des Commissaires aux comptes.

L'ordre du jour est celui qui figure aux documents qui ont été remis en séance.

La présente Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

A titre ordinaire :

- Rapport de gestion du Conseil d'administration.
- Rapports des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.
- Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce.
- Approbation des comptes sociaux de l'exercice.
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice.
- Affectation du résultat et fixation du montant du dividende.
- Conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce.
- Renouvellement du mandat d'un administrateur.
- Nomination d'administrateurs.
- Autorisation à conférer au Conseil d'administration à l'effet d'acheter ou de transférer des actions France Télécom.

A titre extraordinaire

- Rapport du Conseil d'administration.
- Rapport des commissaires aux comptes.
- Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions de la Société et des valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société ou de l'une de ses filiales, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires.
- Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions de la Société et des valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société ou de l'une de ses filiales, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cadre d'une offre au public.
- Délégation de compétence au Conseil d'administration, à l'effet d'émettre des actions de la Société et des valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société ou de l'une de ses filiales, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans le cadre d'une offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier.
- Autorisation au Conseil d'administration à l'effet, en cas d'augmentation de capital avec ou sans suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'augmenter le nombre de titres à émettre.
- Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et des valeurs mobilières donnant accès à des actions, en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société.
- Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et des valeurs mobilières donnant accès à des actions, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital.
- Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions réservées aux personnes ayant signé un contrat de liquidité avec la Société en leur qualité de titulaires d'actions ou d'options de souscription d'actions de la société Orange S.A.
- Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission à titre gratuit d'instruments de liquidité sur options réservée aux titulaires d'options de souscription d'actions de la société Orange S.A. ayant signé un contrat de liquidité avec la Société.
- Limitation globale des autorisations.

- Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance.
- Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital de la Société par incorporation de réserves, bénéfices ou primes.
- Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder à des augmentations de capital réservées aux adhérents de plans d'épargne.
- Autorisation au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital par annulation d'actions.
- Pouvoirs.

La présente Assemblée est appelée à entendre à titre ordinaire et extraordinaire : le rapport de gestion du Conseil d'administration, notamment sur les résolutions ; les rapports des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010 ; le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce ; les rapports des commissaires aux comptes sur les résolutions.

L'Assemblée est également appelée à délibérer sur 23 projets de résolution, sur lesquels nous reviendrons ultérieurement. Si vous en êtes d'accord, je ne vais pas procéder à la lecture des différents rapports qui sont déjà à votre disposition dans le document de référence qui vous a été remis sur demande.

Ces formalités accomplies, je salue nos actionnaires qui sont avec nous en direct sur internet. Comme l'an dernier, vous êtes très nombreux à nous suivre depuis la toile. Pour la première fois, cette Assemblée est aussi accessible en direct sur votre mobile ou votre tablette. Elle sera également diffusée en différé sur notre site www.orange.com. Je vous rappelle que nous avons mis en place un vote par internet préalablement à la réunion de ce jour.

Bilan 2010 et perspectives stratégiques

Stéphane RICHARD

Après maintenant quinze mois passés à la tête de notre groupe, je voudrais vous faire part de quelques convictions quant à cette formidable industrie du numérique, la place que nous occupons et les défis qui nous attendent. Ma première conviction est que nos réseaux, notre premier actif, sont plus que jamais au cœur de l'écosystème digital. Certes, les défis auxquels nous devons faire face sont nombreux, tout au long de notre chaîne de valeur. C'est d'abord une concurrence féroce sur tous nos marchés, notamment en France avec l'arrivée d'un quatrième opérateur mobile en 2012, dont les effets se sont déjà fait sentir depuis le début de l'année.

C'est ensuite une régulation qui reste très contraignante pour les opérateurs historiques. C'est aussi l'émergence de nouveaux acteurs, notamment dans les plates-formes de service. Ces acteurs sont jeunes, mobiles, mondiaux, souvent en situation de monopole, mais non régulés. Ils ont tous contribué à une formidable vague d'innovation, par ailleurs très largement saluée par tous nos clients.

Ils sont tous nés dans la Silicon Valley, où se joue aujourd'hui une part non négligeable de notre industrie. Ils ont pour nom Google, Apple, Facebook, Twitter, ou encore Zinga. Certes, les opérateurs de télécommunications n'ont pas encore réussi à tirer pleinement leur épingle du jeu dans cet écosystème foisonnant, ce qui peut expliquer leur faible valorisation au regard de celle des nouveaux acteurs de l'internet, à mon avis de façon tout à fait excessive.

Ce que nous voyons aujourd'hui sur les marchés n'est rien d'autre qu'une nouvelle bulle, une de plus. Les opérateurs de télécommunications apparaissent dans ce contexte en retrait, et même en arrière du mouvement et de l'innovation : je ne partage absolument pas cette vision. Nos réseaux sont la colonne vertébrale de l'écosystème numérique. Sans eux, rien n'est possible : pas de Google, de Facebook, de Twitter, de Skype, de iTunes. Sans nos réseaux, sans nos compétences, il n'y a tout simplement pas de révolution numérique possible.

L'explosion des usages data (internet mobile, réseaux sociaux, vidéo), est une formidable opportunité de croissance pour nous. Avec la multiplication des terminaux, déjà plus de 5 milliards et bientôt 7 milliards de terminaux, soit un terminal par habitant de cette planète en 2015, avec la multiplication des usages (800 millions d'utilisateurs des réseaux sociaux), nous constatons une véritable explosion du trafic sur nos réseaux. Ainsi à Paris, le trafic mobile de données croît actuellement de 5 % par semaine, soit une multiplication en volume par 12,6 en une année.

Pour faire face à cette demande, nous devons investir dans la fibre, dans la quatrième génération de réseau mobile et l'acquisition de spectres. La multiplication des usages met aussi en évidence l'importance stratégique du transport des données et donc du métier d'infrastructure. L'ensemble des acteurs fournisseurs de service et de contenu prend conscience que la bande passante est une ressource qui va devenir rare, et qu'ils devront adapter leur stratégie et leur modèle économique à cette réalité physique.

Pour tirer le meilleur parti de notre maîtrise des réseaux, nous devons continuer à mieux valoriser l'usage des données, en particulier dans le mobile. Il ne s'agit pas de faire payer plus cher les consommateurs, mais au contraire de leur proposer des plans tarifaires plus en adéquation avec leur consommation. Nous avons déjà commencé à le faire. Nous sommes prêts à aller plus loin avec la mise en place de tarifications différenciées en fonction des volumes et des catégories de service, voire une tarification en fonction de la localisation et de l'heure de la journée.

Nous avons déjà lancé une offre de ce type, qui s'appelle Bonus Zone, au Cameroun, pour la voix. C'est un grand succès. Nous allons explorer ce champ d'action pour l'usage des données dans les pays développés.

Ma troisième conviction est qu'au-delà des réseaux, et grâce à eux, nous pouvons apporter une formidable contribution au développement de services numériques innovants et utiles pour les entreprises comme pour le grand public.

Je voudrais illustrer mes propos par trois exemples. Le premier est le « cloud computing », qui consiste à créer et proposer des applications, des logiciels, des services en utilisant des capacités de stockage et de calcul mutualisés dans des fermes de serveurs, ce fameux nuage informatique. C'est une extension naturelle du domaine de compétence des opérateurs de télécommunications pour lequel nous sommes idéalement placés pour offrir des services de qualité de bout en bout, du client au datacenter, en passant par les services applicatifs.

Le second exemple est un ensemble de services rassemblés sous le vocable villes intelligentes ou smart cities en anglais. Il s'agit par exemple du télé-relevage des compteurs d'électricité ou d'eau. Nous avons signé cette année un important accord avec Veolia. Il s'agit également de l'optimisation du fonctionnement des réseaux de transport, ou toute une série d'applications au domaine de la santé, de la prise en charge de la dépendance ou la voiture connectée qui embarque une nouvelle panoplie de fonctions et de services d'agrément ou de sécurité.

Le troisième exemple est le paiement sans contact basé sur la technologie NFC. Nous apporterons des services nouveaux et utiles à nos clients. Ils pourront bientôt utiliser leur mobile comme carte de paiement en remplacement de leur carte de crédit ou comme badge d'accès à des bâtiments, ou comme coupon de transport. Des clients de France Télécom-Orange utilisent déjà le NFC, notamment à Nice où les opérateurs, les banques et les transports ont conjugué leurs efforts sous l'impulsion de la ville pour offrir ce nouveau type de service. Le développement du NFC autour de la carte SIM et de ses fonctions d'authentification et de sécurité est une opportunité majeure pour France Télécom. Dans ce domaine, être un acteur local est essentiel pour fédérer des écosystèmes complexes, là où des acteurs mondiaux comme Google, qui considèrent ces services comme très prometteurs, ne sont pas en mesure de le faire seuls.

Cet exemple du NFC est l'occasion de vous faire part de ma quatrième conviction : notre futur sera fait de coopérations entre les acteurs de la chaîne de valeur. Je crois vraiment que c'est une erreur d'opposer systématiquement les fournisseurs de service ou de contenu aux opérateurs. Dans ce nouvel écosystème, nous ne pourrions réussir seuls contre les autres et nous ne pouvons pas tout faire nous-mêmes. Je rechercherai donc des partenariats avec l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur dès lors qu'ils seront créateurs de valeur pour nous.

J'ai lancé l'initiative Euro 5 en octobre 2010, en réunissant les cinq principaux opérateurs européens autour des questions de standardisation ou d'ouverture d'interopérabilité et de sécurité. C'est aussi le sens du projet de société commune entre France Télécom-Orange et Deutsche Telekom mettant en commun notre politique d'achat, pour réduire substantiellement nos coûts sans impact social. C'est le sens de tous les partenariats conclus avec des fournisseurs de contenu comme Deezer dans la musique, Dailymotion dans la vidéo ou un ensemble de sites quotidiens dans la presse. Mon récent voyage dans la Silicon Valley, où j'ai rencontré les patrons de Google, de Facebook, de Twitter, a été très fructueux. Je ne doute pas que nous pourrions annoncer, dans les mois qui viennent, de nombreuses coopérations avec ces acteurs.

Pour faire face à ces défis, j'ai souhaité mettre en place une équipe renouvelée et rajeunie. Ensemble, nous avons mis sur pied en juillet 2010 notre plan stratégique à cinq ans, Conquêtes 2015. Il a permis de donner sens et clarté à nos actions dans le moyen terme. Il s'appuie sur quatre piliers.

Le premier pilier, ce sont nos 169 000 salariés dans le monde, dont 100 000 en France. En 2009/2010, une série de suicides a endeuillé notre communauté en France. L'ensemble du corps social a été sous le choc de ces drames, et cela nous a conduits, après le temps de l'écoute et du dialogue, à des décisions fortes : arrêt des mobilités forcées, arrêt des fermetures de sites, ou encore la relance d'une politique de l'emploi résolument tournée vers l'avenir pour relever le défi démographique de France Télécom. Nous avons ainsi recruté 3 800 nouveaux collaborateurs en 2010 et visons 10 000 recrutements d'ici à fin 2011.

Le dialogue social a été enrichi par la signature de 14 accords en 2010, regroupés dans un nouveau contrat social transmis à chacun des salariés en France. Il comporte 150 actions phares et des améliorations concrètes dans le travail quotidien. Il prévoit également l'introduction d'un critère de performance sociale dans l'évaluation des cadres dirigeants, ainsi que la mise en place d'un baromètre social, lancé en juin 2010, qui mesure la satisfaction de nos employés, toutes catégories confondues. Nous avons enfin mis en place une structure de médiation pour les situations dont la complexité demande un traitement particulier. La confiance revient progressivement. La dynamique est positive. Les premiers retours du baromètre social sont encourageants. J'ai néanmoins conscience qu'il reste beaucoup à faire.

En dehors de France, de nombreuses actions ont été engagées dans tous les pays pour nous permettre de rester ou devenir un employeur de référence d'ici 2015. Ainsi, toute l'ambition du premier pilier de notre projet d'entreprise Conquête 2015, est de réussir à concilier performance économique et performance sociale dans la durée. Je suis profondément convaincu que cela est nécessaire et possible.

Le second pilier de notre plan Conquêtes 2015, ce sont nos 215 millions de clients dans le monde. Ce souci des clients, chacun de nos salariés le porte au quotidien. Au premier chef, sont les 66 000 de nos collègues au contact avec les clients par téléphone et dans les 7 000 boutiques Orange à travers le monde. Chaque jour, nous accompagnons la vie numérique de nos 215 millions de clients en leur assurant sécurité, qualité et transparence. Pour mériter notre confiance, nous devons leur garantir le meilleur service, les réseaux les plus performants, les offres les plus attractives.

En 2010, nous avons su retrouver une dynamique commerciale avec des résultats solides en France, et des succès incontestables, notamment en Espagne et en Pologne sur le mobile, ainsi que sur le marché des entreprises. En France, une succession de décisions publiques depuis deux ans a singulièrement compliqué notre plan de marche en multipliant ponctions et contraintes : augmentation brutale et sans aucune autre logique que budgétaire de la TVA, ensemble de nouvelles taxes, politiques favorisant systématiquement les MVNO qui détiennent aujourd'hui 10 % du marché français, enchères sur le spectre et dispositif de déploiement de la fibre qui défavorise les opérateurs les plus ambitieux en termes d'investissement, enfin arrivée d'un quatrième opérateur au moment où nombre de pays, à commencer par les Etats-Unis, font le chemin inverse.

Malgré ce contexte particulièrement chahuté, nous entendons défendre avec énergie, réactivité et pragmatisme, nos positions de leader.

Sur notre marché national, nous ferons preuve de réactivité en nous adaptant sans délai aux évolutions du marché. Nous l'avons montré cette année en nous alignant instantanément sur nos concurrents quant à la non-répercussion de la TVA sur nos offres ou encore en mettant en place les appels illimités depuis les box vers les mobiles. Nous avons su tirer partie du croisement de nos bases mobiles et fixes, dès lors que cette pratique a été autorisée par le régulateur, ce qui nous a permis de regagner des parts de marché dans l'ADSL avec notre offre Open. Ce n'est qu'un début.

Quant à la télévision, nous déploierons sur notre parc de box à la rentrée une nouvelle interface utilisateur qui offrira une interface plus rapide, plus fluide et plus agréable à nos clients. Nous devons également être pragmatiques ainsi que l'atteste l'accord d'Itinérance que nous avons signé avec Free, qui nous permettra de renforcer les revenus générés par notre réseau, et de consolider notre position de leader sur le marché de gros. Cet accord d'hébergement va obliger le quatrième opérateur, Free, à faire connaître auprès de ses clients, la qualité de notre réseau.

Le troisième pilier de notre plan Conquêtes 2015, ce sont les réseaux. Nous souhaitons être les champions du très haut débit fixe et mobile et être partout les meilleurs en termes de qualité de service. Cela implique l'accroissement et l'amélioration de la couverture et du débit fixe et mobile, dans les pays matures comme dans les pays émergents. Cela se traduira par une politique d'investissement volontariste. Nous allons ainsi continuer à moderniser nos réseaux et améliorer notre système d'information, mais aussi préparer l'avenir en investissant dans le très haut débit fixe et mobile. Cela nous permettra à long terme de compenser la baisse des recettes issues du fixe, d'engager une migration de notre infrastructure existante, et d'optimiser notre structure de coûts fixes. Soyons clairs : sans investissement, il n'y aura pas de croissance future.

Cette dynamique est d'ores-et-déjà en marche comme le montre le plan de 2 milliards d'investissement dans la fibre en France d'ici 2015. Nous développons aussi le réseau numérique mondial de câbles souterrains. Pour parcourir la totalité de notre réseau, il faudrait faire plus de dix fois le tour de la terre. Naturellement, ces investissements importants supposent un cadre réglementaire, prévisible et stable. Je m'emploie à entretenir un climat apaisé et constructif dans les relations du Groupe avec tous ses régulateurs, à commencer par l'ARCEP en France.

Enfin, le quatrième pilier de notre plan Conquêtes 2015 est notre développement à l'international : nous sommes déjà présents dans 35 pays au service du grand public, et 160 pays pour les entreprises. Nous voulons continuer à développer cette présence. Cette ambition, nous la portons en particulier sur le continent africain et au Moyen-Orient. Nous y poursuivons une nouvelle dynamique de croissance avec pour objectif de doubler notre chiffre d'affaires dans les pays émergents d'ici 2015, soit environ 7 milliards d'euros, et de porter à 300 millions d'euros le nombre de nos clients.

Pour atteindre ces objectifs, nous avons trouvé un accord avec notre partenaire en Egypte, qui nous a permis de consolider en 2010 cette filiale très importante dans nos comptes. Nous avons également conclu quelques acquisitions ciblées, dans le respect des principes de notre politique financière, avec des prises de participation au Maroc, en Tunisie et en Irak. Grâce à ces opérations, notre ambition pour 2015 sera atteinte sans opération de croissance externe significative supplémentaire. Les récents troubles politiques au Moyen-Orient et en Afrique auront un impact de court terme sur notre activité, prioritairement en Côte d'Ivoire et en Egypte, mais ils ne remettent absolument pas en cause l'intérêt pour France Télécom-Orange de ces implantations dans ces zones qui conservent un potentiel de croissance économique et démographique exceptionnel.

Nous allons également mener une revue de l'ensemble de notre portefeuille d'activité en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient. A long terme, nous n'aurons pas vocation à rester un actionnaire dans des activités où nous n'avons pas de contrôle opérationnel.

Enfin, sur le plan financier, nous avons tenu tous nos engagements financiers en 2010, qu'il s'agisse du niveau du cash flow organique, supérieur à 8 milliards d'euros, ou du dividende d'1,40 euro par action. Je remercie chacune et chacun des 169 000 collaborateurs du Groupe.

Il me paraît important de préciser, avant de donner la parole à Gervais Pélissier, qui va vous présenter ces chiffres de manière plus précise, que ces bons résultats ont été atteints sans obérer l'avenir. Nous avons poursuivi notre désendettement et nous avons préservé à hauteur de 12 % de notre chiffre d'affaires, les investissements sur lesquels repose notre croissance future.

Présentation des résultats financiers 2010

Gervais PELLISSIER

Directeur général adjoint, en charge des finances et des systèmes d'information

En 2010, l'ensemble des objectifs financiers fixés par le Groupe ont été atteints ou dépassés, même s'ils étaient en léger déclin pour certains d'entre eux par rapport à l'année précédente en raison de l'environnement concurrentiel et réglementaire décrits par Stéphane Richard. En particulier, si nous excluons les impacts directs de la réglementation sur notre chiffre d'affaires, qui consistent pour l'essentiel dans la baisse des tarifs réglementés de gros, donc les terminaisons d'appel mobile, les prix de dégroupage et les prix de gros dans le domaine de la téléphonie fixe et la connexion ADSL, le chiffre d'affaires du Groupe a renoué avec la croissance au second semestre pour s'établir à 0,3 %.

L'EBITDA s'élève à 15,6 milliards d'euros, affichant une érosion de la marge limitée à 0,9 point du chiffre d'affaires, en raison de l'accélération de notre dynamique commerciale, en réponse à un environnement concurrentiel accru, mais également à la croissance de la data mobile et au fait de déployer plus rapidement des parcs de Smartphone dans les portefeuilles de nos clients.

L'EBITDA publié s'élève à 14,337 milliards d'euros en retrait de 2,8 % par rapport à 2009. Il comporte des éléments exceptionnels non récurrents largement commentés dans le document de référence et les documents à votre disposition.

En ce qui concerne les retraitements opérés en 2010, il y a eu la constitution d'un complément de provision pour la mise en place du temps partiel senior à l'intérieur du Groupe, et pour traiter de l'avenir de nos chaînes Cinéma Série et Orange Sport en France, pour 1,39 milliard d'euros. Il y a eu également la constitution d'un complément de provision pour litiges sur TP Groupe pour 266 millions d'euros et en 2009, l'EBITDA a été détérioré par le solde du litige sur la taxe professionnelle après la condamnation de l'Etat Français par le Tribunal de première instance de Luxembourg, qui a conduit France Télécom-Orange à verser 964 millions d'euros de complément de taxe professionnelle à l'Etat, ainsi qu'un premier élément de provisionnement du temps partiel senior, programme lancé à la fin 2009 et provisionné pour 569 millions d'euros. Ce sont ces éléments que nous avons choisi de retrancher de l'EBITDA présenté ici, qui reflète les éléments opérationnels de l'activité.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement ou CAPEX, l'objectif de 12 % a été atteint, soit une croissance de 4 % par rapport à l'an dernier. L'objectif de cash flow à 8 milliards a été atteint avec un cash flow réalisé de 8,1 milliards d'euros. Quant à l'endettement, nous sommes restés dans le ratio d'1,95 fois l'EBITDA en ce qui concerne la dette nette, en ligne avec l'objectif de 2 fois sur le moyen terme, ce qui nous place parmi les opérateurs de télécommunications les plus solides.

Quelques mots sur notre performance de chiffre d'affaires dans les principales régions où nous opérons. Partout au cours de l'année, la tendance s'est améliorée. L'Afrique et le Moyen-Orient hors Egypte affichent un dynamisme particulièrement soutenu à plus de 8 % de croissance, avec une croissance essentiellement tirée par le Cameroun, le Mali et le Niger. La France affiche une solide croissance dans le mobile grâce à une part de marché stable, une hausse du revenu moyen par données, ainsi que le développement de la datamobile, en particulier au second semestre. L'Espagne continue d'afficher une performance supérieure à ses concurrents, même si l'environnement économique général reste préoccupant. Enfin, sur le segment des entreprises, nous constatons l'amélioration constante du chiffre d'affaires, même si celui-ci est en retrait à la fin de l'année.

Hors impact réglementaire, le chiffre d'affaires du Groupe a progressé de 0,3 % en 2010 et de plus d'1 % au second semestre. Après effet réglementaire le chiffre d'affaires était en retrait d'1,4 % sur l'ensemble de l'année, et de 0,4 % au second semestre.

S'agissant de la maîtrise de nos coûts et de notre marge, le Groupe a poursuivi avec succès la gestion de sa structure de coûts grâce à l'amélioration de ses processus, en réalisant des gains d'efficacité, soit à l'intérieur de nos propres structures de coût, soit par le développement des coopérations avec les partenaires dans un certain nombre de domaines, en particulier le partage des infrastructures de réseau dans certaines géographies.

Cette gestion rigoureuse a permis de conserver une marge d'EBITDA avant dépense commerciale et achat de contenu stable puisqu'elle est en légère croissance de 0,2 point de chiffre d'affaires par rapport à l'année précédente. Cette gestion a permis de dégager des ressources, même si nous en avons consommé plus, pour investir dans l'acquisition de nouveaux clients, pour participer tout en préservant nos parts de marché, à l'accroissement de la bataille commerciale, ainsi qu'au renforcement des bases d'équipement en Smartphone. A fin 2010 en France, 26 % de nos clients étaient équipés d'un Smart phone, soit 11 points de plus que l'année précédente, contre 23 % en Espagne, 14 points de plus que l'année précédente, et 16 % en Pologne, 3 points de plus que l'année précédente.

Les investissements s'élèvent à 12 % du chiffre d'affaires, en croissance de 4 % par rapport à 2010. Une hausse de 19 % en France s'effectue par le renouvellement de Livebox, l'équipement en décodeurs et le lancement de l'offre open qui a conduit à l'accroissement des investissements en termes d'offre triple et quadruple play. L'année 2010 a été également celle du redémarrage de la fibre avec 60 millions d'euros investis, alors que nous n'avions pratiquement rien investi l'année précédente. Les investissements ont crû de 25 % en Pologne par rapport à l'année précédente, essentiellement en raison de l'extension de la couverture en ADSL du territoire polonais, en accord avec le régulateur, pour la construction d'1 million de lignes supplémentaires en trois ans. Je tiens à souligner que l'investissement dans les réseaux, qui reste la priorité du Groupe, a représenté 55 % de nos investissements en 2010.

En ce qui concerne la France, le chiffre d'affaires d'Orange France a connu une croissance de 0,8 % en dehors de l'impact réglementaire, ceci étant essentiellement tiré par la croissance de l'activité mobile de 5,5 % hors baisse des terminaisons d'appel. Un taux de 5,5 % représente la croissance de la facturation aux clients consommateurs sur le territoire français par le développement des offres nouvelles comme Open, par la croissance de l'usage de la donnée parmi nos clients, mais également la croissance du chiffre d'affaires des opérateurs virtuels ainsi que les ventes d'équipement. Les Smartphones sont globalement achetés par les clients plus chers que les téléphones qui n'ont pas cette fonctionnalité.

La marge d'EBITDA a diminué d'1,8 point en raison de la baisse du chiffre d'affaires résidentiel et des effets réglementaires, qui ont pesé pour l'ensemble du Groupe à hauteur de 270 millions d'euros sur l'EBITDA.

L'EBITDA France subit l'impact de l'intensification de la concurrence encore plus perceptible au premier trimestre 2011. Au-delà des objectifs financiers, le résultat net part du Groupe a progressé de manière significative, même en excluant le profit de cession de nos activités au Royaume-Uni. Notre résultat s'élève à 4,8 milliards d'euros, à comparer aux 3,018 milliards réalisés l'an dernier, sachant que nous avons réalisé une plus-value d'1 milliard d'euros en apportant nos activités à une joint-venture commune entre Deutsche Telekom et France Télécom au Royaume-Uni. Cette évolution est liée également à la politique de provisionnement prudente de nos actifs, qui nous a amené, quand nous les avons comparés à la valeur des actifs détenus par notre partenaire, à considérer que nos actifs avaient ce surcroît par rapport à leur prix dans nos livres.

En ce qui concerne l'impôt sur les sociétés, même si nous enregistrons une charge d'impôt dans le compte d'exploitation, nous avons encore des reports déficitaires qui permettent de neutraliser cet effet en termes de sortie de trésorerie, en reprenant des crédits d'impôt liés aux actifs d'impôt qui subsistent. Il en sera de même dans l'exercice 2011.

Le ratio de dette nette/EBITDA est stable à 1,95 avec une dette nette qui s'élève à 31,8 milliards d'euros, soit une amélioration légère par rapport à l'année précédente. La trésorerie disponible s'élève à près de 5 milliards d'euros contre 3,7 milliards d'euros à la fin de l'année 2009.

Le Groupe reste parmi les meilleurs du secteur en termes de financement avec un coût moyen de la dette ramené à 5,69 %, et dont la quasi-totalité est à taux fixe, en particulier pour les dettes nouvelles souscrites à taux bas. Le taux moyen d'endettement du Groupe souscrit en 2010 s'établit entre 3 et 4 %. Le Groupe continue d'ailleurs de profiter des meilleures conditions du marché grâce à sa notation, en termes de taux et de maturité. Il a pu s'endetter en fin d'année dernière à quarante ans en livres sterling à 4,6 %.

Les résultats du premier trimestre 2011 sont solides, en ligne avec les perspectives et les objectifs financiers annoncés par le Groupe à la fin février, en dépit de tensions assez fortes sur le taux d'EBITDA. Le chiffre d'affaires consolidé est en hausse de 0,4 % avant mesure de régulation, avec une bonne dynamique des services mobiles : en France +6 %, en Espagne +7 %, en Pologne +4,5 %.

L'EBITDA s'élève à 3,734 milliards d'euros, soit 33,3 % du chiffre d'affaires, en recul d'1,3 point par rapport au premier trimestre 2010, notamment en raison de la non-répercussion de la totalité de l'impact TVA sur les abonnements des clients et la possibilité offerte par ce biais aux clients de nous quitter ou de demander de nouveaux abonnements avec une subvention. En dehors de l'épisode de TVA, l'érosion de la marge se limite à 0,6 point. Les mouvements politiques en Egypte et légèrement en Côte d'Ivoire nous ont coûté 0,2 point d'EBITDA par rapport à l'an dernier.

Les investissements s'élèvent à 1,8 milliard d'euros, soit une croissance de 15 % par rapport à 2010, et un taux de CAPEX/chiffre d'affaires de 10 % au premier trimestre 2011, contre 8 % au premier trimestre 2010. C'est essentiellement lié au calendrier. Au premier trimestre 2010, les conditions climatiques dans certains pays comme la Pologne ont été particulièrement défavorables pour les déploiements de réseaux fixe et mobile.

L'EBITDA – CAPEX, indicateur trimestriel de cash flow se situe à 2,650 milliards d'euros, en retrait par rapport à 2010, mais avec une hausse des CAPEX par rapport à 2010, et une pression un peu plus forte que prévu sur l'EBITDA au cours du premier trimestre 2011.

Après ce rappel des résultats publiés, je propose de donner des éléments complémentaires sur la période 2011/2015. Quelle est notre vision du marché en termes de croissance ? Au cours de cette période, même si nous n'allons pas retrouver les taux de croissance, aussi bien pour l'économie que pour notre secteur, de la période 2005/2007, nous allons franchir un palier important par rapport à la situation de 2009-2011. La croissance microéconomique permettra un rebond du marché global des télécommunications dans les pays dans lesquels nous sommes présents. Nous attendons des améliorations significatives en Europe de l'ouest, même dans des pays avec des difficultés significatives comme l'Espagne, alors que la croissance du marché des télécommunications en Afrique devrait continuer à progresser à un rythme élevé, même si sera inférieure à celle de la période 2005-2010.

Cette croissance va se répercuter sur notre activité en la déformant plus rapidement que lors de la période précédente, le haut débit prenant le pas aussi bien en matière de mobile qu'en matière de téléphonie fixe, avec des revenus haut débit fixes supérieurs à ceux de la téléphonie traditionnelle fixe à partir de 2014, la donnée mobile devant représenter près de 44 % du chiffre d'affaires mobile dans le marché de l'Europe occidentale à l'horizon du plan.

La mutation est encore plus rapide dans le marché des entreprises. Les revenus traditionnels pèseront désormais moins de 20 % du chiffre d'affaires de notre division entreprise, les revenus nouveaux représentant près de 80 %. Les revenus traditionnels pesaient 72 % du chiffre d'affaires du monde de l'entreprise en 2006. Le marché global des télécommunications va retrouver durant la période 2011-2015 une évolution marquée, avec une forte dynamique de croissance.

En conséquence de ces tendances, la répartition du chiffre d'affaires à l'intérieur du Groupe et de l'EBITDA devrait évoluer à l'intérieur du Groupe. La France devrait peser moins de 50 % du chiffre d'affaires et d'EBITDA à la fin de cette demi-décennie, alors que l'Europe devrait représenter 30 % du chiffre d'affaires et de l'EBITDA, l'Afrique et le Moyen-Orient constituant un peu plus de 10 % du chiffre d'affaires et 13 % de l'EBITDA, sans intégrer les éléments de croissance externe (doublement du chiffre d'affaires au travers des opérations de croissance externe).

Le plan volontariste d'investissement vise à garantir le positionnement du Groupe en tant que meilleur opérateur de réseau dans le très haut débit, de consolider notre avantage compétitif en matière de satisfaction client, et à soutenir notre capacité à monétiser les opportunités de croissance. Au cours de la période 2011/2013, le Groupe anticipe des investissements cumulés supérieurs à 18 milliards d'euros, incluant 1 milliard d'euros dans le programme de fibres en France, soit un taux moyen d'investissement de 12,6 % sur la période, hors fibres en France. En lien avec la montée du déploiement de la fibre, ainsi qu'avec les objectifs de couverture et de capacité de réseau, y compris la couverture progressive en LTE, un pic d'investissement est prévu en 2012 à 14 % du chiffre d'affaires, ce qui nous placera parmi les principaux investisseurs par rapport au chiffre d'affaires en Europe.

Les investissements dans la fibre en France devraient atteindre 2 milliards d'euros sur cinq ans, avec une attention particulière dans les zones denses où les opportunités existent pour augmenter nos parts de marché et le revenu moyen par abonné par rapport à la situation actuelle du haut débit sur ADSL. En 2014/2015, notre ambition est de revenir à un taux plus normatif d'investissement de 10 %, soit 10 milliards d'euros hors fibre en France, en accentuant aussi les opérations de partage et de mise en commun de spectres et d'infrastructures avec d'autres opérateurs à l'horizon de cette demi-décennie.

En ce qui concerne nos ambitions financières, nous les déclinons en deux phases distinctes, une phase d'adaptation de 2011 à 2013 durant laquelle le Groupe fait face à un accroissement de la concurrence sur un certain nombre de marchés et de réglementations, tout en choisissant d'investir pour préparer la capture la plus efficace possible des opportunités de croissance vers la fin de la période. Nous pensons atteindre un cash flow opérationnel cumulé (EBITDA – CAPEX) de 27 milliards d'euros hors éléments exceptionnels. Cet objectif est sous-tendu par une ambition d'accélération progressive de la croissance du chiffre d'affaires, un taux de croissance annuel moyen de 0,6 %, une ambition d'atteindre un montant d'EBITDA cumulé de 45 milliards d'euros en trois ans, et des investissements supérieurs à 18 milliards d'euros pour la même période, en incluant le programme fibre en France.

Durant la seconde phase, le Groupe ambitionne de renouer de manière soutenue avec la croissance de son cash flow, grâce à une croissance du chiffre d'affaires de 2,7 % en moyenne sur la période, un retour à la croissance en France, une forte contribution de l'Europe et des territoires émergents, une croissance moyenne de l'EBITDA de 3,4 % par an sur la période, en continuant d'améliorer notre performance opérationnelle et notre structure de coûts, y compris part des partenariats structurants, comme celui annoncé entre Deutsche Telekom et nous-mêmes en matière de sourcing, et un retour à un niveau plus normatif d'investissement.

En ce qui concerne la politique d'utilisation du cash, nous confirmons un objectif de dividende à 1,40 euro par action en 2011 et 2012. En cas de désinvestissement significatif, le Groupe étudiera la possibilité d'un retour additionnel à ses actionnaires, comme ceci a déjà été indiqué, sous forme probable de rachat d'action.

Enfin, les ambitions financières permettent au Groupe d'envisager actuellement la stabilité du dividende au-delà de 2012. Ce sera à cette assemblée d'en décider le moment venu.

Les enjeux du marché français

Delphine ERNOTTE
Directrice Exécutive Orange France

Notre marché est très actif car tous les opérateurs ont anticipé l'arrivée de Free, on ne sait pas encore quand. Cette évolution a démarré à la mi-2010 avec un repositionnement assez fort sur le haut du marché du mobile. Cela s'est énormément accéléré au premier trimestre 2011, à l'occasion de l'instauration d'une TVA, qui a été un déclencheur de compétition sur notre marché.

En dépit de cette compétition extrêmement forte, nous avons su nous montrer agiles et réagir. Nous avons notamment redressé nos parts de conquête ADSL en 2010. Nous étions en mauvaise posture au premier semestre 2010, et nous avons très bien terminé l'année, et bien démarré l'année 2011, ceci grâce au lancement réussi de notre offre quadruple play (internet, télévision, téléphone et mobile) à la mi-août 2010, qui a conquis plus de 500 000 clients à la fin de l'année 2010. Nous avons aussi redessiné notre gamme de forfaits Origami en la simplifiant, en évoluant de 47 à 15 formules, en établissant la gamme Origami Style destinée aux jeunes gens avides de consommation de données.

Nous avons également su conclure des partenariats, notamment avec Deezer : 500 000 clients ont cette offre de streaming à fin 2010, et presque 1 million de clients aujourd'hui. Nous avons su tirer partie de notre position de numéro 1 sur notre réseau mobile, telle que constatée par l'ARCEP. En effet, nous savons que pour un client, la couverture mobile et la qualité de service sont déterminants dans le choix de leur opérateur.

Sur le marché de gros de la revente de notre capacité de réseau, nous avons conclu un accord avec Free qui permet de mieux rentabiliser notre réseau dans les années qui viennent.

Dans ce marché qui s'accélère, comment allons-nous résister et tenir notre ambition consistant à rester le leader sur les deux marchés du mobile et de l'ADSL à l'horizon de notre plan 2015 ?

Nous avons trois atouts très forts. Le premier est notre base de clients, 26 millions de clients mobiles, 9 millions de clients internet. Parmi ces clients, plus de la moitié préféreraient avoir toutes leurs offres chez le même opérateur, ce qui explique pour une grande part le succès des offres Open/quadruple play.

Au-delà de ces offres couplées, il y a aussi le multi-équipement. Nous sommes sur un marché formidable dont l'usage croît de manière phénoménale. L'usage des données sera multiplié par vingt à l'horizon de cinq ans. Le multi-équipement, en proposant des offres pour la famille, en s'adaptant à tous les nouveaux terminaux, qui marient le Smartphone et la tablette, sont de nature à nous permettre d'accroître notre base de clients et notre leadership.

Nous lançons dans quelques jours la première offre qui permettra aux clients d'utiliser simultanément leur Smartphone et leur tablette. Notre deuxième force est le marketing. Nous sommes sur le marché du mobile depuis bientôt plus de dix ans. Nous savons d'autant plus que les usages sont en train de se développer de manière extrêmement forte, que tous les clients n'ont pas besoin des mêmes offres. Cela requiert une compétence marketing extrêmement forte pour effectuer des propositions de valeur qui s'adaptent parfaitement à nos clients.

Dans ce marché très compétitif, nous allons renforcer notre capacité à segmenter nos offres, avec d'un côté la nécessité de répondre à cette agressivité tarifaire avec le quatrième opérateur, et être aussi capable pour les clients qui ont déjà des Smartphones, qui sont extrêmement appétent à ces services, d'enrichir notre offre avec davantage de contenus et services pour améliorer nos propositions commerciales.

Notre troisième force est notre proximité physique, réelle avec nos clients. Nous avons en France 1 200 boutiques exclusives, 650 en propre, le reste en partenaire, avec un sens du service que nous développons : 250 espaces service et dix très grandes boutiques, nos vaisseaux amiraux qui incarnent la volonté d'offrir davantage de services aux clients. La proximité s'incarne aussi au travers de toutes nos équipes techniques et en particulier les équipes d'intervention. 20 000 personnes travaillent en équipes d'intervention. 30 % de nos clients seraient prêts à payer plus pour que quelqu'un vienne installer l'équipement et à utiliser les nouveaux terminaux.

Notre base clients, notre capacité à rebondir avec nos offres « bundlées », notre savoir-faire marketing et notre proximité permettent d'affirmer que notre ambition est d'être durablement le leader sur nos marchés en France.

Dans ce contexte, l'un des enjeux du plan de Conquête 2015 est de progresser fortement sur l'expérience client et la qualité de service. Cela ne peut se faire sans une réforme assez profonde de la manière dont nous travaillons. Nous avons mis en place une réorganisation au sein d'Orange France pour répondre à cet enjeu, de travailler et d'améliorer profondément la qualité de service pour nos clients. C'est un enjeu externe, business, mais pas seulement. C'est aussi un enjeu interne, car nous avons pour ambition de redonner à tous les salariés qui travaillent face aux clients, la fierté du travail bien fait, du service bien rendu.

Cette nouvelle organisation consiste en réalité à décentraliser et à redonner à une échelle locale, 11 mailles locales en France, 9 en métropole, 1 dans les Caraïbes et 1 à La Réunion, une responsabilité pleine et entière aux hommes et aux femmes, mais aussi aux opérations, sur l'organisation du travail, la qualité du service, ainsi que le chiffre d'affaires créé par la région pour France Télécom-Orange.

Nous avons démarré cette nouvelle organisation. Les nouveaux directeurs locaux d'Orange sont nommés. L'étape d'après est de revenir à une plus grande « géographisation » des clients, c'est-à-dire faire en sorte que les clients de Marseille tombent plutôt sur une personne du coin pour leur répondre, plutôt que sur quelqu'un de Lille ou de Rennes.

Cette nouvelle organisation a déjà commencé à montrer des signes très positifs. Nous travaillons bien entendu de manière très active sur nos promesses d'amélioration de la qualité de service. Nous voyons d'ores-et-déjà sur la commande de livraison internet et notre capacité à dépanner plus vite nos clients des améliorations extrêmement prometteuses pour l'avenir.

Enfin, notre dernier enjeu est d'investir pour notre futur, dans la fibre, où nous nous sommes engagés à l'horizon de notre plan à investir 2 milliards d'euros, concentrés dans un premier temps dans les zones très denses, où la compétition est très forte, mais nous nous engageons aussi à améliorer le débit des autres lignes dans les zones denses ou moins denses, quitte à utiliser la complémentarité de nos réseaux 3G/4G pour améliorer le débit des connexions internet de tous nos clients. C'est bien entendu un investissement de long terme. A long terme, le réseau fibre devra remplacer le réseau plomb. Ce n'est pas un investissement immédiatement rentable, mais nous pouvons en tirer des avantages immédiats en étant les plus actifs sur la fibre, ce qui nous offrira un vrai avantage completif dans les zones très dense, où la concurrence est la plus forte.

Nous sommes leader sur le réseau mobile en couverture, en qualité de service, et nous entendons le rester. Nous étions à 95 % de couverture 3G à fin 2010. Nous serons à 98 % à fin 2011. Nous continuerons à améliorer ce taux de couverture en partageant les investissements dans les autres zones. Il faut aussi améliorer la capacité de ce réseau pour répondre à la demande croissante de trafic, ce que nous ferons en répondant vraisemblablement aux enchères 4G ou LTE qui devraient intervenir sous peu.

Voilà nos enjeux business, organisationnels et humain, pour préparer l'avenir, qui nous rendent confiants dans notre capacité à rester le leader, durablement, en France.

Responsabilité sociale d'entreprise, développement international

Stéphane RICHARD

La Responsabilité Sociale d'Entreprise (RSE) est une ambition collective et une exigence quotidienne pour nos 169 000 salariés. En 2010, nous avons progressé dans de nombreux domaines. Nos efforts ont été reconnus, ainsi qu'en atteste, par exemple, notre entrée parmi les cinq meilleures entreprises du Cac 40 dans le baromètre RSE de Capitalcom.

Notre ambition en matière de RSE se décline de façon multiple, touchant à tous les aspects de la vie de l'entreprise. Nous voulons devenir l'employeur de référence pour attirer les talents dont nous aurons besoin dans les années qui viennent. A nos clients, nous voulons garantir jour après jour transparence, qualité et sécurité, avec une attention particulière apportée aux enfants, aux personnes fragiles, et plus généralement un engagement très fort à assurer les données personnelles et de santé.

Etre responsable, c'est aussi innover au service d'une nouvelle écocitoyenneté, et limiter les impacts environnementaux de notre activité. Prenons quelques exemples. Nous construisons des réseaux solides et fiables en contrôlant notre empreinte carbone, et nous utilisons chaque fois que cela est possible des énergies renouvelables. Nous avons ainsi installé plus d'un millier de stations radio à énergie solaire en Afrique dans un programme remarquable récemment primé. Nous avons tenu à ce que l'Assemblée Générale traduise cet engagement en matière de RSE, en proposant des bornes de collecte de vos anciens mobiles pour les recycler. Vous pouvez le faire tout au long de l'année dans le réseau des 1 200 boutiques Orange en France. Le magazine Initiative, dont vous avez la primeur aujourd'hui, expose les engagements du Groupe en matière de RSE, les principales actions en 2010 ainsi que de nombreux reportages du terrain.

Je souhaite revenir rapidement sur le développement à l'international et notre engagement sur le continent africain. Nous sommes implantés dans 21 pays de cette zone où nous comptons déjà plus de 60 millions de clients. La conquête de ces nouveaux marchés se déroule en poursuivant un même fil rouge, celui d'un groupe responsable, respectueux des communautés locales qui l'accueillent et de l'environnement. Nous luttons contre la fracture numérique en investissant dans la couverture et la performance de nos réseaux, et nous proposons à nos clients les produits et services les plus adaptés aux situations locales, comme le service Orange Money dont bénéficient 2 millions de clients dans les zones où le taux de bancarisation est très faible.

Nous portons une attention particulière aux zones rurales. Nous connaissons bien l'Afrique et le Moyen-Orient. Notre implantation s'inscrit dans la durée. Ainsi, nous sommes présents depuis plusieurs décennies dans certains pays. Les équipes du Groupe ont une expertise et un savoir-faire au service des populations concernées. Ces acquis nous ont permis de gérer les impacts des récentes révolutions intervenues au Moyen-Orient et en Afrique, en privilégiant d'abord la sécurité de nos salariés locaux ou expatriés, mais aussi en assurant la continuité de nos activités.

Je veux ici remercier nos équipes d'avoir mené à bien cette mission délicate, avec professionnalisme et dévouement. En Egypte et en Tunisie, nous sommes d'ores-et-déjà repartis de l'avant. En Côte d'Ivoire où le contexte politique est désormais stable, nous menons actuellement un travail de reconstruction de notre filiale, qui a été très touchée par les pillages et les dégradations. Les équipes sur place font preuve d'un engagement admirable. Elles bénéficient de l'appui et de la solidarité de l'ensemble du groupe France Télécom-Orange afin d'offrir à nos clients le rétablissement rapide d'un service de qualité.

L'équipe dirigeante qui m'entoure aujourd'hui est totalement mobilisée dans la réalisation de l'ensemble des engagements présentés cet après-midi, qu'ils soient financiers ou sociétaux. Les administrateurs contribuent activement à cette démarche, à travers les nombreux travaux du Conseil et de ses divers comités. La nomination de quatre administrateurs sera soumise à votre vote tout à l'heure. Nous vous proposerons de nommer trois nouveaux administrateurs : Helle Kristoffersen, Muriel Pénicaud et Jean-Michel Severino, et de renouveler le mandat de Bernard Dufau.

Ces nouvelles compétences nous permettront de renouveler, féminiser et internationaliser notre Conseil. Avant qu'ils se présentent eux-mêmes en image, et sans préjuger des décisions de l'Assemblée Générale, je voudrais adresser en mon nom personnel mes plus sincères remerciements à Henri Martre, Marcel Roulet et Jean Simonin, pour leur contribution à la vie de notre groupe au cours de ces dernières années.

[Un film présentant les nouveaux administrateurs est diffusé.]

Présentation des travaux du Conseil d'Administration

Pierre LOUETTE

**Directeur exécutif, en charge du Secrétariat général du Groupe
et de la division Opérateurs France**

Le Conseil d'Administration, présidé par Stéphane Richard, comprend quinze membres dont sept ont été qualifiés d'indépendants selon les critères AFEP/MEDEF sur le gouvernement d'entreprise. Trois sont désignés par arrêté ministériel, quatre sont salariés ou anciens salariés de France Télécom. Les administrateurs du Groupe ont des profils diversifiés : ils sont dirigeants actifs ou retraités de grandes entreprises ou d'institutions, hauts fonctionnaires ou élus locaux. Ils sont issus ou représentatifs de secteurs d'activité différents : finance, économie, télécommunications, technologies. Leur diversité, leur expérience, leur complémentarité et leur disponibilité, associées à leur connaissance de l'Entreprise, constituent autant d'atouts pour la qualité des travaux du Conseil d'Administration.

Il y a deux ans, vous avez voté une modification statutaire pour inclure l'obligation, pour chaque administrateur nommé par l'Assemblée Générale, de détenir au moins 1 000 actions de France Télécom. Ceci témoigne de la défense de l'intérêt de l'ensemble des actionnaires qu'assurent les administrateurs au sein du Conseil d'Administration.

En 2011, le Conseil d'Administration, par le biais de son comité de gouvernance et de responsabilité sociale d'entreprise, a été chargé d'étudier les moyens de renouveler, d'internationaliser et de féminiser sa composition. Les candidatures aux fonctions d'administrateur sélectionnées et soumises au vote de l'Assemblée Générale de ce jour en témoignent. Le nombre de femmes au Conseil d'Administration serait porté si vous en décidez ainsi à cinq sur quinze membres dès aujourd'hui.

Je souhaite revenir sur les modalités d'exercice de la Direction Générale, qui ont sensiblement évolué en 2010. Durant cette année de transition, les fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général avaient été dissociées et respectivement occupées par Didier Lombard et Stéphane Richard. Suite à la décision de Didier Lombard de remettre son mandat d'administrateur et de Président le 23 février 2011, et sur proposition du comité de gouvernance et de responsabilité sociale d'entreprise, le Conseil d'Administration a décidé de nommer Stéphane Richard Président Directeur Général à compter du 1er mars 2011.

La dissociation des fonctions de président et de directeur général a été organisée par le Conseil d'Administration à titre transitoire, de manière à assurer une succession progressive à la tête de la société. Un an après la nomination de Stéphane Richard au poste de Directeur général, et après que Didier Lombard a remis au Conseil son mandat, le Conseil a estimé que le moment était venu de donner à Stéphane Richard tous les moyens de mettre en œuvre la stratégie du Groupe pour les années à venir.

Le Conseil d'Administration de France Télécom travaille beaucoup. En 2010, les administrateurs de France Télécom se sont réunis onze fois, sans compter les réunions des trois comités spécialisés. Ce nombre de réunions est parmi les plus élevés des sociétés du CAC 40, ce qui traduit la volonté de la Direction de votre société d'étroitement associer les administrateurs vous représentant aux grandes décisions de l'Entreprise.

Outre les étapes régulières de la vie de l'entreprise telle que l'analyse des comptes et du budget, le Conseil d'Administration a notamment étudié les opportunités de développement stratégique. Ainsi, le Conseil d'Administration a par exemple examiné la conclusion d'un accord avec Orascom Telecom à propos de Mobinil en Egypte, ou encore étudié l'acquisition d'une prise de participation dans l'opérateur marocain Méditel. La stratégie du Groupe dans le domaine des contenus a elle aussi été examinée.

Enfin, la situation sociale et les mesures mises en œuvre dans le cadre du nouveau contrat social ont également fait l'objet de nombreux débats au sein du Conseil.

Le Conseil d'Administration s'appuie sur le travail de trois comités spécialisés dont je vais vous décrire rapidement le rôle et les activités. Il s'agit du comité d'audit, du comité de gouvernance et de responsabilité sociale d'entreprise, et du comité stratégique. Les comités préparent les travaux du Conseil d'Administration, à qui ils soumettent leurs avis, propositions ou recommandations. Chaque séance du Conseil d'Administration est précédée d'une ou plusieurs réunions des comités spécialisés.

Chaque administrateur participe à l'un de ces comités qui se réunissent autant que nécessaire. Leur fonctionnement et leur domaine de compétence sont déterminés par le règlement intérieur du Conseil d'Administration, mis en place en 2003 et plusieurs fois amendé depuis. Dans la logique du code AFEP/MEDEF de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées, auquel France Télécom se réfère, un rôle important est confié aux administrateurs indépendants.

Le comité d'audit présidé par Bernard Dufau, administrateur indépendant, s'est réuni 13 fois en 2010. Il a régulièrement auditionné les dirigeants de l'entreprise et les responsables de la fonction finance, notamment sur les projets de développement et les opérations internationales à soumettre au Conseil d'Administration, ainsi que les commissaires aux comptes.

Ses travaux ont principalement concerné les comptes et le budget 2010, le reporting financier et la communication qui en a été faite. En 2010, et comme les années précédentes, le comité a également procédé à une revue des litiges significatifs auxquels le Groupe peut se trouver confronté.

Dans le cadre de l'ordonnance du 8 décembre 2008 transposant la directive du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et consolidés, dite 8^{ème} directive, il a examiné début 2011 les résultats de l'évaluation annuelle du dispositif de contrôle interne financier, qui lui ont été présentés par la Direction du contrôle interne du Groupe, et conclu à son efficacité.

Une réunion conjointe avec le comité de gouvernance et de responsabilité sociale d'entreprise a porté début 2011 sur l'examen de l'existence et de suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne de gestion des risques financiers et non-financiers.

Le comité de gouvernance et de responsabilité sociale d'entreprise est présidé par Marcel Roulet, administrateur indépendant. Le comité s'est réuni sept fois en 2010. Il a émis un certain nombre de propositions au Conseil d'Administration. Il veille en particulier à l'application des recommandations mises à jour en avril 2010 par l'AFEP et le MEDEF sur la rémunération des mandataires sociaux de sociétés cotées pour s'assurer de leur pleine application au sein de France Télécom. Le comité examine et propose au Conseil d'Administration chaque semestre les paramètres de calcul de la part variable de la rémunération du Président Directeur Général pour le semestre à venir, et le montant de sa part variable pour le semestre écoulé.

Le comité propose également au Conseil d'Administration une répartition des jetons de présence dont le montant global de 600 000 euros reste inchangé depuis 2008. En 2010, le comité de gouvernance et de responsabilité sociale d'entreprise a également examiné la définition des indicateurs de performance sociale et de mesure de la qualité de service, ainsi que les orientations et les réalisations principales en matière de responsabilité sociale d'entreprise.

Le comité stratégique s'est réuni deux fois en 2010 pour examiner la stratégie de développement international du Groupe, ainsi que les axes stratégiques à moyen terme. Ce comité est présidé par Stéphane Richard.

Les chapitres 14 et 15 du document de référence de France Télécom déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 avril 2011, et disponible sur www.orange.com, développent largement la gouvernance de votre Conseil d'Administration. Ils comprennent une description exhaustive des organes de l'administration et de Direction Générale, ainsi que le détail des rémunérations et des avantages versés aux dirigeants et mandataires sociaux.

Exposé simplifié des résolutions

Pierre LOUETTE

L'Assemblée qui nous réunit aujourd'hui est une Assemblée Générale mixte. Nous soumettons à votre vote neuf résolutions à titre ordinaire, pour lesquelles vous vous prononcerez sur l'approbation des comptes, la distribution du dividende, les conventions réglementées, le renouvellement d'un mandat d'administrateur, la nomination de trois nouveaux administrateurs et le programme de rachat d'action.

Les quatorze résolutions suivantes sont présentées à titre extraordinaire puisqu'elles concernent essentiellement des renouvellements d'autorisations financières données à votre Conseil d'Administration.

Les deux premières résolutions portent l'approbation des comptes annuels sociaux et consolidés de France Télécom pour l'année 2010, tels qu'ils ont été présentés de manière synthétique par Gervais Pellissier.

La troisième résolution concerne l'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2010 et le versement d'un dividende d'1,40 euro par action. Si votre assemblée le décide le solde de 0,80 euro par action sera versé le 15 juin 2011 puisqu'un acompte de 0,60 euro a été payé le 2 septembre 2010.

La quatrième résolution concerne l'approbation des conventions réglementées visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce. Aucune convention nouvelle n'a été signée en 2010. Seule doit être autorisée la continuation de conventions conclues antérieurement, que vous avez déjà approuvées en juin 2010.

Les résolutions cinq à huit visent une proposition de renouvellement et nomination d'administrateurs.

La neuvième résolution a pour objet de permettre à France Télécom de racheter ses propres titres à un prix maximum de 40 euros dans la limite de 10 % du capital social au jour de l'Assemblée Générale, de les conserver et transférer. Ce seuil élevé compte tenu du cours actuel est identique à celui de 2010. Il n'a pas varié depuis plusieurs années. L'utilisation du programme n'est pas autorisée en cas d'offre publique.

Les dixième à vingt-deuxième résolutions couvrent une série d'autorisations financières permettant au Conseil d'Administration de choisir au sein d'une large gamme de valeurs mobilières, avec maintien ou non du droit préférentiel de souscription des actionnaires, la solution la plus appropriée au contexte et à l'intérêt de la société, compte tenu des caractéristiques des marchés au moment considéré.

Les dixièmes à quinzièmes résolutions dans ce cadre donnent autorisation au Conseil d'Administration pour augmenter le capital avec, c'est le cas de la dixième, ou sans pour les onzième et douzième, suppression du droit préférentiel de souscription, ce dans le cadre d'une offre publique d'échange pour la quatorzième ou en vue de rémunérer un apport en nature pour la quinzième.

La treizième résolution autorise le Conseil d'Administration à augmenter le nombre de titres à émettre lors des dixième, onzième et douzième résolutions.

Les plafonds de ces autorisations sont restés identiques à ceux de 2009 qui avaient été significativement abaissés. Ainsi, le montant nominal maximal d'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription reste fixé à 2 milliards d'euros. En cas de suppression du droit préférentiel de souscription, le plafond est fixé à 1,5 milliard d'euros.

La seizième résolution permet au Conseil d'Administration d'émettre des actions ordinaires réservées aux personnes ayant signé un contrat de liquidité en leur qualité de titulaires d'actions ou d'options d'Orange SA pour une durée de dix-huit mois.

La dix-septième résolution permet l'émission à titre gratuit des instruments d'instruments de liquidité sur options réservées aux titulaires d'options de souscription d'actions de la société Orange SA ayant signé un contrat de liquidité avec la société.

La dix-huitième résolution permet à l'Assemblée Générale de fixer un plafond global du montant nominal maximum des augmentations de capital autorisées par les résolutions précédentes. Ce plafond est de 3,5 milliards d'euros de valeur nominal, identique à celui autorisé par l'Assemblée Générale de 2009.

La dix-neuvième résolution autorise l'émission des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance dans la limite de 7 milliards d'euros de valeurs nominales, identique à celui autorisé antérieurement.

La vingtième résolution concerne la possibilité d'augmenter le capital de la société par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, dans la limite d'un montant nominal de 2 milliards d'euros, indépendant du plafond d'autorisation global.

La vingt-et-unième résolution donne délégation au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à des augmentations de capital réservées aux adhérents de plans d'épargne du Groupe, dans la limite de 500 millions d'euros. Cette résolution est obligatoire chaque fois qu'une résolution proposée à l'Assemblée Générale est susceptible d'entraîner une augmentation de capital en numéraire, ce qui est le cas des dixième, onzième et douzième résolutions.

La vingt-deuxième résolution permet la réduction du capital par annulation d'actions acquises dans le cadre de programmes de rachat d'actions autorisées par l'Assemblée Générale.

Enfin, la vingt-troisième résolution vise les pouvoirs pour formalités.

Rapport des commissaires aux comptes

Vincent de la BACHELERIE Commissaire aux comptes

Nos travaux sur l'exercice 2010 avaient pour objectif principal, conformément aux normes professionnelles, d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés et annuels ne comportaient pas d'anomalie significative.

Nos deux cabinets et nos réseaux internationaux Deloitte et Ernest and Young sont intervenus dans toutes les entités comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe. Dans le cadre de nos travaux, nous avons apporté une attention particulière aux principes comptables appliqués, ainsi qu'aux estimations significatives retenues. Nous avons examiné également la qualité du contrôle interne portant sur les informations financières. Les conclusions de nos travaux ont été présentées au comité d'audit que nous avons rencontré régulièrement, ainsi qu'au Conseil d'Administration. Nos rapports sont résumés dans les transparents suivants et repris in extenso dans le document de référence qui vous a été remis, ou que vous pouvez consulter.

Nos rapports portent au titre de l'Assemblée Générale ordinaire dans un premier temps et de l'Assemblée Générale extraordinaire dans un second temps, principalement les rapports sur les autorisations financières.

En ce qui concerne les comptes, présentés dans notre rapport du 24 février, nous avons émis un rapport de certification des comptes consolidés qui figure en pages 495 et 496 du document de référence, et un rapport sur les comptes annuels qui figure en pages 547 et 548 de ce même document de référence.

Tout d'abord, nos opinions sur ces comptes sont sans réserve. Nous avons apporté des observations sur les nouvelles normes et interprétations comptables appliquées, qui portent principalement sur les regroupements d'entreprise et la consolidation. Nous avons également émis des observations techniques sur les modifications d'option comptables relatives aux participations détenues sous contrôle conjoint et aux écarts actuariels des régimes à prestation définies. Nous avons porté une attention particulière sur l'application des méthodes comptables. Nous détaillons nos conclusions dans la justification des appréciations qui figurent dans les rapports.

Ces appréciations sont relatives aux écarts d'acquisition, aux immobilisations corporelles et incorporelles, aux impôts différés actifs et aux provisions pour risque, ainsi que pour les comptes sociaux, au titre des participations. Nous avons également examiné le correct retraitement des comptes des exercices précédents 2009 et 2008 en liaison avec les changements de méthode comptable.

Enfin, nos rapports comportent des conclusions sur les vérifications spécifiques que nous avons été amenées à effectuer sur les rapports de gestion du Groupe et de la société mère. Nous n'avons aucune observation sur les informations données dans les rapports de gestion. Ces rapports sont concordants avec les comptes. Les informations sur les rémunérations et avantages particuliers sur les comptes sociaux n'apportent pas non plus de commentaire de notre part, ainsi que les prises de participation et détention du capital et des droits de vote.

Dans la page suivante, nous donnons une synthèse de notre rapport sur les conventions et engagements réglementés. Il est daté du 24 février 2011. Il figure dans les pages 590 et 591 du document de référence. Pierre Louette a expliqué quelles étaient ces conventions. Aucune nouvelle convention n'est soumise à votre approbation. Aucune n'a été autorisée par le Conseil d'Administration. Des conventions qui se sont poursuivies ont été déjà approuvées par l'Assemblée Générale : retraite supplémentaire de Didier Lombard, alors Président du Conseil d'Administration, convention entre Wanadoo et Freeserve reprise par France Télécom, qui a pris fin le 1er avril 2010, suite à la création d'Everything Everywhere, extension aux mandataires sociaux des prestations de santé et prévoyance dont bénéficient les salariés.

Les autres rapports au titre de l'Assemblée Générale ordinaire portent sur le rapport du Président du Conseil d'Administration sur la gouvernance d'entreprise et le contrôle interne. Nous avons revu le rapport du Président sur le contrôle interne, la gestion des risques et les procédures relatives au traitement de l'information comptable et financière. Nous n'avons aucune observation sur le rapport du Président. Notre rapport figure en page 322 du document de référence.

Enfin, notre rapport qui figure en page 599 du document de référence donne l'attestation sur le montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées. Ce rapport confirme l'exactitude et la conformité par rapport aux comptes des montants indiqués.

Les rapports émis au titre de l'Assemblée Générale extraordinaire sont très classiques. Ils concernent les différentes autorisations au Conseil d'Administration relatives aux émissions d'actions et diverses valeurs mobilières. L'ensemble de ces rapports sont présentés en page 592 à 597 du document de référence. Notre premier rapport porte sur l'émission d'actions et de diverses valeurs mobilières avec et sans suppression du droit préférentiel de souscription : il concerne les dixième, onzième, douzième, quatorzième et quinzième résolutions.

Le second rapport porte sur l'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription en faveur des titulaires d'actions ou options de souscription d'actions d'Orange SA. C'est la seizième résolution.

Le rapport qui suit porte sur l'émission à titre gratuit des instruments de liquidité avec suppression du droit préférentiel de souscription, en faveur des titulaires d'options de souscription d'Orange SA. C'est la dix-septième résolution.

Enfin, le rapport qui suit porte sur l'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservé aux adhérents de plans d'épargne entreprise du groupe France Télécom comme prévu à la 21^{ème} résolution. Nous n'avons aucune observation sur l'ensemble des émissions et autorisées proposées. Le cas échéant, en cas d'usage des autorisations par le Conseil d'Administration, nous formulerons des rapports complémentaires.

Enfin, le dernier rapport concerne l'Assemblée Générale extraordinaire. Il porte sur la réduction du capital par annulation d'actions achetées, conformément à la 22^{ème} résolution. Il figure en page 598 du document de référence. Nous n'avons aucune observation à formuler sur ce projet de résolution.

A 17 heures 50, la feuille de présence est arrêtée et certifiée exacte par le bureau, qui constate que, sur la partie relevant de l'Assemblée ordinaire, les actionnaires présents ou représentés possèdent 735 527 176 actions et que les actionnaires votant par correspondance possèdent 899 294 063 actions, soit 61,72 % des 2 648 875 958 actions ayant le droit de vote, et, sur la partie relevant de l'Assemblée extraordinaire, les actionnaires présents ou représentés possèdent 735 525 977 actions et que les actionnaires votant par correspondance possèdent 899 293 802 actions, soit 61,72 % des 2 648 875 958 actions ayant le droit de vote. En conséquence, l'Assemblée réunissant plus du quart du capital social est régulièrement constituée et peut valablement délibérer tant sur sa partie ordinaire que sur sa partie extraordinaire.

La discussion est ensuite ouverte.

Questions écrites

Pierre LOUETTE

Je vais maintenant procéder à la lecture des réponses aux questions écrites qui nous ont été envoyées avant l'Assemblée en conformité avec l'article R. 225-84 du Code du commerce.

Questions de Monsieur Alain PLAZANNET en date du 16 mai 2011

Question 1) *Pouvez-vous confirmer les propos attribués à Bruno Mettling par un quotidien national du 7 mai 2011 à savoir :*

(a) *Sur les 27 milliards de valeur ajoutée chez France Télécom, 10 milliards, soit 37%, sont attribués aux salariés et 3,7 milliards aux actionnaires, soit 14% ?*

(b) *Le salaire moyen atteint 40.000 euros chez France Télécom, auxquels s'ajoutent 12.000 euros de bonus divers (primes exceptionnelles, plan d'épargne Groupe, abondement, participation, etc.) représentant 3,5 mois de salaires supplémentaires ?*

(c) *Les salariés détiennent 4,6% du capital et vont ainsi percevoir 150 millions de dividendes ?*

Réponse 1)

(a) Nous confirmons ces informations. En 2010 la valeur ajoutée s'élève à 26,4 milliards d'euros, la valeur ajoutée dédiée aux salariés à 10,3 milliards d'euros, la part dédiée aux dividendes à 3,7 milliards.

(b) Nous confirmons ces informations :

Au sein du Groupe France, les Salaires et traitements (hors Parts Variables Vendeurs qui sont comptablement dans le même compte pour environ 100 millions d'euros) représentent un peu plus de 3,7 milliards d'euros, soit environ 40 000 euros par Equivalent Temps Plein.

Sur le même périmètre, le total des sommes versées au titre de 2010 en matière de parts variables (commerciales et managériales), primes exceptionnelles, intéressement, supplément d'intéressement exceptionnel, participation, abondements sur PEG et PERCO ainsi que des dividendes versés aux salariés actionnaires représentent environ 1,05 milliard d'euros, soit environ 3,5 mois des salaires et traitements.

(c) Au 30 avril 2011, les salariés détenaient 4,59% du capital de France Télécom, nominatifs et PEG confondus. Les dividendes distribués aux salariés actionnaires s'élèveront à environ 170 millions d'euros, en ce compris l'acompte réglé en septembre 2010.

Question 2) *Pourriez-vous rappeler à l'assemblée le prix moyen d'émission retenu lors des 5 ou 10 dernières années, pour les augmentations de capital réservées aux salariés ?*

Réponse 2) Il n'y a pas eu de telles opérations au cours des 5 dernières années. Le Plan d'épargne Groupe ouvert aux salariés est alimenté et abondé au travers de la participation, de l'intéressement et des versements volontaires, donc en dehors d'un mécanisme d'augmentation de capital.

Questions de Monsieur Henri Sagniez en date du 27 mai 2011

Question 1) *Combien de fonctionnaires salariés français du Groupe sont-ils partis à la retraite au titre du Service Actif et de Mère de 3 enfants en 2007, en 2008 et en 2009 ?*

Réponse 1) Voici les informations par catégorie de départ à la retraite

Retraites	Service Actifs	Parents de 3 enfants	Retraites directes, y compris fin de CFC	Total des retraites
FTSA 2007	-870	-344	-4 435	-5 649
FTSA 2008	-987	-360	-4 930	-6 277
FTSA 2009	-704	-98	-4 619	-5 421
FTSA 2010	-505	-75	-4 807	-5 387

Question 2) *Combien de ces fonctionnaires ont-ils eu une promotion de grade dans l'année qui a précédé leur départ ?*

Réponse 2)

- En 2010 le nombre de promotions réalisées à FTSA s'élève à 6 492 dont 5 243 pour des salariés fonctionnaires soit 80,7% du total des promotions.
- Parmi ces 5 243 promotions de salariés fonctionnaires, 442 soit 8,4% ont été réalisées avant un départ définitif de l'entreprise (essentiellement en retraite).

Question 3) *Comment se situe ce taux par rapport aux périodes précédentes de France Télécom ou de la Direction Générale des Télécommunications ?*

Réponse 3) Le nombre de promotion de grade pour les fonctionnaires dans l'année précédant leur départ est globalement stable sur les dernières années.

Question 4) *Comment se situe ce taux par rapport aux autres fonctionnaires des autres administrations ?*

Réponse 4) A ce stade nous ne disposons pas d'éléments de comparaison avec d'autres administrations.

Ces informations ne sont pas publiées par les différentes administrations sur ce format conforme au Code du travail (les obligations légales en matière de bilan social ne s'appliquent pas aux différentes administrations de la fonction publique et rendent les comparaisons difficiles).

Question 5) *Ces promotions sont-elles comptabilisées dans l'indicateur n°151 du bilan social ?*

Réponse 5) Les promotions des salariés fonctionnaires sont bien comptabilisées dans l'indicateur 151 du bilan social. Ce point est précisé par écrit dans le commentaire associé à cet indicateur.

Question 6) *A quel titre ces promotions étaient-elles réalisées ?*

Réponse 6)

- La promotion reconnaît et valorise un accroissement de compétences significatif et/ou une prise de responsabilités élargie d'un collaborateur en continuité de son métier ou vers un nouveau métier, que ce soit dans le développement de son expertise ou dans une fonction managériale ou dans la conduite de projet. Elle s'accompagne d'un plan de développement individuel afin de préparer le collaborateur dans les meilleures conditions à l'exercice de ses nouvelles responsabilités.
- Au moment de mettre en œuvre une promotion, c'est le parcours global du salarié antérieur à sa promotion qui est analysé ainsi que le cas échéant son potentiel à prendre en charge de plus grandes responsabilités et non l'application d'une règle systématique de mobilité géographique à effectuer au moment de la promotion.

- En analysant ces parcours professionnels, l'entreprise veille à garantir d'une part la fluidité de l'emploi et d'autre part à favoriser la diversité des expériences et l'enrichissement du parcours du salarié en lui permettant de changer d'environnement professionnel.

Question 7) *Au cas où ce taux serait jugé excessif à l'extérieur du Groupe cette pratique fait-elle peser un risque financier sur France Télécom-Orange ?*

Réponse 7) Pour les promotions, l'entreprise dispose d'un budget annuel correspondant en moyenne à 0,2% des salaires fixes. Une très faible part de ces promotions concerne des personnes dans l'année précédant leur départ en retraite. Ce taux ne paraît donc pas de nature à faire peser un risque financier majeur sur les comptes de l'entreprise.

Questions de Monsieur Christophe Sandoz, représentant légal de Monsieur Nicolas Sandoz, en date du 30 mai 2011

Question 1) *Dans le cadre de la préparation et d'une vidéo de l'assemblée générale des actionnaires de ce jour, le Secrétaire Général de notre société, Monsieur Pierre Louette, a présenté 3 nouveaux candidats administrateurs pour répondre aux résolutions 6, 7 et 8 liées au renouvellement de membres du conseil d'administration.*

Bien que ces candidatures soient certainement de grande qualité, je remarque qu'il s'agit de cadre dirigeant ou de cadre de haut niveau. Doit-on en déduire que la fonction d'administrateur est réservée à une catégorie de personne « élite » ?

Réponse 1) Le Conseil d'administration s'est attaché à vous proposer des candidatures de personnes expérimentées dans les domaines représentant de forts enjeux pour votre société dans les années à venir. Le processus de sélection des candidats qui vous sont aujourd'hui proposés n'a reposé que sur l'examen des qualités, compétences et parcours de ces individus. Il n'a servi aucunement la recherche de personnes issues d'une prétendue élite.

Question 2) *Pouvez-vous préciser le nombre d'action France Télécom détenue par ces 3 nouveaux candidats aux fonctions d'administrateurs afin de prouver aux actionnaires leur intérêt et implication pour notre société ?*

Réponse 2) Les candidats ont acquis le nombre d'actions suivant :

Helle Kristoffersen : 1 700 actions

Muriel Pénicaud : 2 000 actions

Jean-Michel Severino : 1 000 actions

Il est rappelé qu'au terme de l'article 13.8 des statuts « *Chaque administrateur nommé par l'Assemblée générale (à l'exclusion de l'administrateur représentant les membres du personnel actionnaire) doit être propriétaire d'au moins mille actions de la société* ». Les candidats se sont donc d'ores et déjà conformés à cette obligation.

Question 3) *Dans le cadre de la représentation des actionnaires minoritaires, ne faisant pas partie d'une catégorie socioprofessionnelle élitiste, est-ce que le management proposera à l'AG lors du futur renouvellement de membres du conseil d'administration en 2012, un ou des candidats actionnaires de France Télécom autodidactes ?*

Réponse 3) Le processus de sélection de candidats à la fonction d'administrateurs de France Télécom repose sur la recherche de personnes qui sauront, lors des réunions du Conseil, faire partager leur expertise sur des domaines représentant de forts enjeux pour le Groupe dans les années à venir. Nous ne sommes pas à la recherche de candidats avec des diplômes les plus prestigieux mais veillons à vous proposer des candidats qui sauront au mieux défendre l'intérêt social de votre société et l'intérêt de l'ensemble de ses actionnaires.

Question 4) *Dans un arrêt du 17 février 2011, la Cour d'Appel de Rennes a condamné notre société à payer à un abonné la somme de 64 250 euros pour la suppression unilatérale d'une option internet mobile. La presse s'est fait largement l'écho de cette condamnation, dévastatrice pour l'image de notre société.*

Avez-vous pris des mesures (remplacement de la direction juridique) pour résoudre et éviter ce type de litige préjudiciable à l'image de notre société ?

Réponse 4) Nous n'avons pas envisagé de remplacer la Direction Juridique. L'attention que vous portez à cette affaire, comme celle que la presse a voulu lui accorder, témoignent du caractère très exceptionnel de cette ampleur de notre société en matière de litige commercial. Elle témoigne également du souci permanent de nos équipes pour garantir la sécurité juridique et la qualité des relations commerciales entre notre société et ses nombreux clients.

Question 5) *Un client titulaire de deux abonnements l'un France Télécom, l'autre Orange internet et téléphone illimité dispose de deux numéros de téléphone, se voit facturer sur sa ligne France Télécom des numéros d'appels locaux et nationaux composés depuis sa ligne internet téléphone illimité Orange.*

Comment expliquez-vous cette anomalie technique et cette double facturation ?

Réponse 5) La souscription d'un abonnement téléphonique auprès de France Télécom et d'une offre internet Orange comportant un service de voix sur internet donne lieu à une facturation spécifique selon que les appels sont passés depuis le téléphone rattaché à l'abonnement téléphonique, ou du téléphone compatible avec les services téléphoniques en voix sur internet. Dès lors que le client dispose d'un abonnement à internet comportant des appels illimités, ces appels ne sont pas facturés à condition qu'ils soient passés depuis un téléphone compatible avec les services de voix sur IP, et dans le respect des numéros et destinations inclus dans le forfait illimité. Il n'y a donc pas de double facturation des appels. Néanmoins, notre service client qui est présent à notre Assemblée générale reste à votre disposition pour donner tout éclaircissement sur le ou les cas individuels qui soulèvent une interrogation de votre part, et le cas échéant apporter une réponse technique et commerciale adaptée s'il y a lieu.

Questions de Monsieur Olivier Desandre Navarre en date du 24 mai 2011

Question 1) *En quoi la divulgation du montant de la provision constituée en considération du litige opposant la Société TP S.A. à la Société DPTG était elle de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux ?*

Réponse 1) Il est classique, normal et habituel pour une société de globaliser le montant de ses provisions. La divulgation du détail d'une provision sur un contentieux pour lequel aucune décision n'a encore été rendue pourrait en effet être utilisée contre l'entreprise dans ledit contentieux. Elle donnerait une indication très claire de l'appréciation faite par l'entreprise du risque lié à ce contentieux. Il en va autrement lorsque la décision a été rendue et que des voies de recours sont exercées. La provision passée ne correspond plus à une analyse de risque mais alors le plus souvent au montant du jugement. Au cas d'espèce, dès lors qu'une sentence arbitrale partielle était rendue sur la demande de DPTG, elle constituait bien un fait juridique que TPSA ne pouvait ignorer, quelles que soient ses critiques à l'encontre de la sentence, justifiant l'exercice des voies de recours, dont elle devait tenir compte dans l'appréciation et la publication de ses provisions.

Question 2) *Compte tenu de la provision inscrite dans les comptes de la Société TP S.A., de l'autorité de chose jugée de la sentence arbitrale du 24 août 2010 (rappelée dans les documents de référence), de la poursuite de la procédure arbitrale (dont il est à craindre qu'elle aboutisse à la condamnation de la Société TP S.A., s'agissant d'un même dossier) et du cours des intérêts, quel est le montant exact de la provision inscrite dans les comptes de la Société FRANCE TELECOM au titre du litige TPSA / DPTG ?*

Réponse 2) L'autorité de la chose jugée de la sentence partielle est précisément l'un des points contestés par TPSA. Le montant de la provision est de 542 millions d'euros. Cette information figure en page 485 du Document de référence 2010 dont une copie est disponible aux participants à cette assemblée générale et qui est téléchargeable sur notre site www.orange.com.

Question 3) *En quoi est-ce l'intérêt du Groupe FRANCE TELECOM et de ses actionnaires, compte tenu des condamnations déjà prononcées, des conséquences financières avérées et des coûts passés et à venir en résultant, dont les intérêts échus déjà fort élevés et ceux à échoir, de privilégier la multiplication de procédures dans le seul but de ne pas exécuter une décision d'arbitrage, au risque de nuire à la qualité de la signature du Groupe FRANCE TELECOM ?*

Réponse 3) Dès lors qu'une société juge légitime de contester une décision de justice, l'intérêt social commande de mettre en œuvre les recours qu'avec l'aide de ses conseils, elle estime opportun d'engager.

En l'espèce, TP SA n'a pris l'initiative à l'encontre de la sentence que d'un seul recours : une demande en nullité pour violation de l'ordre public. Son adversaire multiplie les procédures et est engagé dans des actions nombreuses de lobbying et de presse pour exercer une pression sur TPSA et obtenir que cette dernière renonce à ses recours.

Questions de Deminor en date du 31 mai 2011

Question 1) *Votre filiale TP S.A. a été condamnée par le tribunal arbitral de Vienne à payer à la société danoise DPTG 396 millions d'euros pour la seule période 1994-2004. Sur ce montant, 120 millions d'euros correspondent aux seuls intérêts de retard. Quel est le taux d'intérêt utilisé par le tribunal pour parvenir à ce montant ? Comment ce taux a-t-il été déterminé ? Est-il contractuel ?*

Quel taux d'intérêt court sur le montant de la sentence depuis la décision du tribunal arbitral ?

Réponse 1) Le Tribunal a retenu le taux d'intérêt contractuel et a rejeté l'application du taux légal, d'un niveau supérieur, réclamé par la société DPTG.

Question 2) *Jusqu'au document de référence de 2010, le montant de la provision pour risques liée au différend de TP S.A (votre filiale polonaise) avec DPTG était englobé dans une provision plus globale.*

Pourquoi avoir attendu le document de référence 2010 pour enfin faire ressortir dans les comptes de France Télécom le montant exact affecté à la provision pour risques liée au différend de TP S.A. avec DPTG ?

Quel était le montant de la provision initiale ? Y a-t-il eu des augmentations de la provision ? Quand, de combien et pour quelles raisons ?

Une telle occultation n'a pas contribué à donner une image précise des enjeux.

Réponse 2) Je vous renvoie à la réponse faite à la question de M. Desandre Navarre. Les montants de provision affectés à tel ou tel litige sont déterminés par la société sous le contrôle de ses commissaires aux comptes, dans le respect des normes applicables. Les sommes n'étant pas payées à DPTG, elles conservent leur statut de provision.

Question 3) *Vous indiquez que le montant de l'investissement pour TP S.A. s'est élevé à l'origine à 11 millions d'euros dans ce dossier. La provision totale relative au litige entre TP S.A. et DPTG est de 542 millions d'euros aujourd'hui.*

France Télécom a-t-elle directement géré ce litige ? Ou en a-t-elle laissé la responsabilité aux membres du Conseil de Surveillance de TP S.A dont elle en nomme la majorité depuis 2002 ?

Comment expliquer qu'un investissement de 11 millions d'euros donne lieu à une perte de 396 millions d'euros ?

Réponse 3) C'est bien là le fond de la contestation de TPSA, et la raison pour laquelle TPSA considère que la sentence partielle, tant la disproportion est grande entre l'investissement initial et le montant de la sentence, aboutit à un résultat qui pourrait être considéré comme contrevenant à l'ordre public en Pologne.

Sur votre autre point, il est normal pour un actionnaire majoritaire de s'intéresser à un litige de cette importance d'une de ses filiales dont elle consolide les comptes.

Enfin, comme son nom l'indique, un conseil de surveillance ne se substitue pas aux organes de gestion d'une société.

Question 4) *En octobre 2000, France Télécom a acquis 35% de TP S.A. dans le cadre d'un consortium avec un partenaire polonais, Kulczyk Holding, qui disposait d'une option de vente de ses titres à France Télécom. Dans le document de référence 2004 de France Télécom, nous apprenons que Kulczyk Holding a exercé son option de vente et a cédé ses actions de TP S.A. à France Télécom, soit 10% du capital en octobre 2004 et le solde, soit 3,57% en janvier 2005. L'augmentation de la participation de France Télécom au capital de TP S.A. s'est donc faite par rachat d'actions, pour 13,57% du capital.*

Il était prévu que le prix de rachat devait être « égal à son coût d'acquisition plus les intérêts courus et moins les dividendes versés ».

Les enjeux de l'arbitrage qui se tenait à Vienne depuis 2001 étaient par ailleurs parfaitement connus de France Télécom au moment du rachat de la participation de Kulczyk Holding.

La valeur et les conditions de rachat des titres de Kulczyk Holding ont-elles fait l'objet d'un ajustement tenant compte de ce litige et du risque financier afférent ?

Par ailleurs, pourquoi avoir dans ce contexte laissé TP S.A. procéder à un programme de rachat d'actions, ce qui a eu pour effet de reluer France Télécom ?

Réponse 4) Comme vous le savez, la valeur d'une option est déterminée au moment où elle est consentie en tenant compte l'ensemble des éléments financiers relatifs à la société concernée.

S'agissant de la relation, TP SA a estimé que le lancement d'un programme de rachat d'actions était dans l'intérêt de tous ses actionnaires, donc indirectement ceux qui sont aujourd'hui réunis au sein de cette assemblée générale. Pourquoi, dès lors, s'y opposer ?

Question 5) *Les comptes de France Télécom contiennent une provision de 542 millions d'euros au titre du différend de TP S.A. avec DPTG. De manière surprenante vous m'avez indiqué dans votre courrier du 25 mai 2011 que pour avoir des précisions sur le montant de cette provision, qui représente pourtant 66% des provisions pour risque de France Télécom, il fallait s'adresser directement à TP S.A. Cette filiale est consolidée par intégration globale et France Télécom nomme la majorité des membres du conseil de surveillance.*

Comment France Télécom peut-elle ne pas être en mesure de répondre directement à cette question et doit-elle renvoyer un de ses actionnaires vers sa filiale polonaise pour avoir des précisions sur une provision aussi importante?

Réponse 5) Le point était de d'indiquer qu'il s'agit d'une personne morale différente qui fixe elle-même les provisions qu'elle juge appropriées, sous le contrôle de son commissaire aux comptes. Ces provisions se retrouvent dans les comptes consolidés de France Télécom par un effet mécanique, en raison du contrôle, au sens comptable du terme, qu'exerce France Télécom sur TPSA.

Le montant de la provision a été évalué en conséquence de l'intervention de la sentence partielle, qui constitue un fait juridique que TPSA ne pouvait juridiquement ignorer, et par projection du résultat de cette sentence partielle sur la phase 2 de la procédure.

Question 6) *En date du 25 mai 2011, vous répondiez à une question de notre part sur l'utilité de l'indicateur de performance dénommé « cash flow organique » et précisiez que « Une société est libre de choisir les indicateurs et agrégats financiers qui lui semblent le mieux convenir à la description de ses activités. Ces agrégats ou agrégats similaires sont utilisés par de nombreuses entreprises du secteur des télécommunications dans leur dialogue avec leurs investisseurs et les analystes ».*

Par ailleurs, en date du 24 février 2011, le communiqué de presse relatif aux résultats 2010 faisait état d'un « engagement de cash-flow organique de 8 milliards d'euros pour 2011 ».

De manière surprenante, en date du 31 mai 2011, le communiqué de presse de France Télécom présentant les ambitions stratégiques et financières pour la période 2011-2015, ne fait à aucun moment référence aux objectifs de cash-flow organique. En effet, Seules les ambitions de France Télécom en matière de revenus, d'EBITDA, de CAPEX et de cash-flow opérationnel sont mentionnées. Vous semblez ainsi abandonner l'indicateur de cash-flow organique pour celui de cash-flow opérationnel, que vous définissez comme EBITDA moins CAPEX.

Pourquoi France Télécom a-t-elle décidé de changer brutalement d'indicateur alors que le cash-flow organique était encore présenté il y a quelques jours comme convenant le mieux à la description de son activité ?

Pouvez-vous nous expliquer d'une part si l'indicateur cash-flow organique a été utilisé pour le calcul des différentes rémunérations variables et distribution d'action gratuites aux salariés et mandataires sociaux pour l'année 2010 et d'autre part les éventuels impacts de ce changement d'indicateur de référence pour le calcul de ces rémunérations et de distribution d'actions ?

Réponse 6) Nous avons présenté le 31 mai 2011 les ambitions stratégiques et financières du Groupe pour la période 2011-2015 dans le cadre de Conquêtes 2015.

Pour mémoire, et comme détaillé dans le communiqué de presse auquel vous faites référence, ces ambitions se déclinent en deux phases :

- une première phase d'adaptation (2011-2013), durant laquelle le Groupe, au regard des caractéristiques de son environnement concurrentiel, réglementaire et économique, fait le choix d'investir en anticipation des nouveaux usages et besoins, dans ses réseaux et ses marchés en vue de renforcer ses positions de marché et sa capacité à monétiser toutes les opportunités de croissance identifiées ;
- une seconde phase de conquête (2014-2015), où le Groupe ambitionne de renouer de manière soutenue avec la croissance de ses revenus et de son cash flow opérationnel, grâce aux investissements réalisés dans la phase précédente.

Ces deux phases présentent des profils de croissance, d'EBITDA et d'investissements (Capex) différenciés : dans ce contexte, le Groupe s'est engagé sur une nouvelle guidance de cash flow opérationnel (EBITDA – Capex) cumulée de 27 milliards d'euros sur la période 2011-2013.

Cette guidance ainsi définie :

- permettra d'appréhender de manière simple et lisible la génération de cash flow opérationnel du Groupe,
- est désormais totalement alignée avec les indicateurs opérationnels de suivi utilisés par le management du Groupe et les mécanismes d'incentive mis en place,
- permettra au Groupe, dans la mesure où cette guidance est donnée de manière cumulée (2011-2013), de bénéficier de plus grandes marges de manœuvre en vue de concilier les impératifs de réactivité concurrentielle à court terme et la création de valeur à long terme.

Enfin, s'agissant des différentes rémunérations variables et distribution d'action gratuites aux salariés et mandataires sociaux pour l'année 2010, le cash-flow organique reste une guidance du Groupe sur 2011. Il appartiendra ensuite au Comité de Gouvernance et de Responsabilité Sociale d'Entreprise, s'agissant de Stéphane Richard, seul mandataire social, et à la Direction générale, s'agissant des salariés dont la rémunération variable est conditionnée à cet indicateur financier, d'adapter, le cas échéant, le mode de calcul.

Vous noterez que pour le nouveau plan d'Actions gratuites à destination de tous les salariés du Groupe, la condition de performance repose sur ce nouvel indicateur de cash-flow opérationnel.

Question 7) *Quel est le coût cumulé (pour France Télécom et TP S.A.) des différentes procédures entamées depuis 2002 dans le cadre du différend entre TP S.A. et DPTG, en ce compris frais de justice et frais d'avocats ?*

Réponse 7) S'agissant d'un litige entre TPSA et la société DPTG, France Télécom n'a engagé aucun frais d'avocats ou de justice. Par ailleurs, ce litige n'a pas entraîné une hausse particulière des budgets honoraires d'avocats au niveau du Groupe.

Questions de M. Le Rouzic en date du 27 mai 2011

Question 1) *Lors des mises sur le marché des actions France Télécom tous les actionnaires les ont achetées le même prix qui était d'ailleurs très élevé et bien au-delà des 15 euros actuels. Est-il légal que vous annonciez un fort rendement de l'action du fait d'un versement d'un dividende tout en sachant que des millions d'actionnaires n'ont pas un prix moyen d'achat à 15 euros ?*

Réponse 1) La décision de distribuer un dividende est prise et son montant fixé par l'Assemblée générale des actionnaires, sur proposition du Conseil d'administration.

Par construction, le rendement d'une action, qui est le rapport entre le dividende et le cours de bourse de l'action, ne peut se calculer qu'à un moment donné. Ce rendement varie dans le temps en fonction du montant du dividende et de la variation du cours de bourse.

Question 2) *Les dirigeants de France Télécom ont inventé des milliards d'actions qui ont bien entendu rapporté des milliards à la société. C'est bien vous qui avez fait le jeu des spéculateurs qui attendent en permanence qu'un pigeon se pose sur l'arbre pour le plumer. La bourse ne crée aucune richesse à part pour ceux qui gravitent autour de ce système, c'est le principe Madoff : il faut toujours des entrants et des sortants. Allez-vous supprimer des actions ou procéder à un rachat massif d'actions pour court-circuiter cette spéculation du titre qui est peut-être justifiée ?*

Réponse 2) L'évolution des marchés financiers a un impact sur le cours des actions des sociétés cotées. La Société a également examiné un rachat d'actions. Cela ne se justifierait que s'il n'y avait pas de meilleure utilisation de sa trésorerie, comme par exemple des investissements avec les revenus qu'ils peuvent générer. Par ailleurs, une telle opération se traduirait par une sortie de numéraire avec effet unique et non durable dans le temps, c'est pourquoi elle n'est pour le moment pas envisagée.

Questions orales

Jean-Charles CLEMENT, membre du Comité d'analyse et de benchmark pour l'actionnariat individuel, professeur de finances :

France Télécom-Orange versera 3,7 milliards d'euros de dividendes en 2011, pour un bénéfice de l'exercice d'1 milliard d'euros. Cela ne risque-t-il pas de réduire à moyen terme le niveau d'investissement du Groupe ? Quel est le niveau d'investissement des concurrents ?

Stéphane RICHARD

En préambule, je souhaite corriger une présentation. Vous comparez le montant des dividendes pour 3,7 milliards d'euros à un bénéfice d'1 milliard. Ce rapport doit être rapproché du résultat net consolidé qui s'élève à 4,8 milliards d'euros en 2010. Il a été présenté tout à l'heure et est pris en compte dans la décision de distribution du dividende.

En outre, le dividende d'1,40 euro par action correspond aujourd'hui à la distribution d'environ 45 % de notre cash flow libre, qui s'est élevé à plus de 8 milliards d'euros en 2010, la distribution du dividende représentant 3,7 milliards d'euros.

Ce taux de distribution de 45 % se situe dans la moyenne basse de tous les opérateurs de télécommunications cotés, qui distribuent plutôt autour de 60 %. Jusqu'à présent, nous n'avons pas payé d'impôts car nous avons bénéficié des reports déficitaires fiscaux importants générés par les pertes du début des années 2000. En corrigeant cet effet fiscal, nous serions aujourd'hui dans un niveau de distribution comparable à la moyenne du secteur.

Le niveau de distribution ne compromet nullement nos investissements. Nous avons présenté un plan d'investissement 2011/2013 qui va nous permettre d'investir 18 milliards d'euros, dont 1 milliard d'euros dans la fibre. Le Groupe investit nettement plus en 2011, plus qu'en 2010, ce qui n'avait pas été le cas par le passé.

L'effort d'investissement très important correspond aux besoins présentés, notamment pour capter les opportunités de croissance identifiées dans l'avenir. Si l'on regarde la situation des autres opérateurs de télécommunications en Europe, nous serons en 2011, 2012 et 2013 au-delà de la moyenne du secteur en matière d'investissement à 13/14 % du chiffre d'affaires, contre un niveau inférieur pour nos pairs. De nombreux comparables européens se sont engagés sur une augmentation de leur dividende : Telefonica, KPN, Vodafone. France Télécom ne favorise pas une distribution massive du dividende à ses actionnaires au détriment des investissements.

Enfin, cette question soulève le débat du partage de la valeur ajoutée entre les différentes parties prenantes de l'Entreprise. La valeur ajoutée produite par le Groupe en 2010 représente un peu plus de 26 milliards d'euros, parmi lesquels moins de 40 % ont été affectés au paiement des salaires, 22 % au financement des investissements, 14 % au paiement des dividendes. Il est important de rappeler ces données.

Il n'y a pas de stratégie possible pour notre groupe sans une forme d'équilibre entre les différentes parties prenantes essentielles à la réalisation de son développement, ses salariés bien entendu, mais aussi ses actionnaires, ses clients, l'environnement et les sociétés dans lequel elles opèrent. C'est ce que nous essayons de faire avec une politique de retour et de rétribution équilibrée et équitable entre les différentes parties qui concourent au succès de l'Entreprise.

Michel FARJON :

J'ai acheté l'action France Télécom à l'époque de Monsieur Bon, à une somme très élevée. Elle représente actuellement moins de 10 % de ce que j'ai payé. Aux Etats-Unis, qui mesurent deux fois et demie ou trois fois l'Europe, vous pouvez téléphoner d'un bout à l'autre de ce pays pratiquement sans payer. C'est très facile de souscrire à un abonnement à un prix quasiment ridicule. En France, malgré notre technologie, notre force de persuasion, nous restons à la traîne.. Il paraît qu'il est possible

d'appeler gratuitement les « 06 » aux Etats-Unis, alors que nous en sommes très loin. Par ailleurs, je n'ai jamais compris pourquoi le portable était si cher.

N'avez-vous pas l'intention de changer les choses car le marché de la communication est le marché du XXI^e siècle, et au-delà ? Combien investissez-vous dans la recherche pour faire changer les choses ? On ne vit que par et pour la recherche.

Enfin, avez-vous l'intention de mettre en place un abonnement social au web ?

Stéphane RICHARD

Pour ce qui concerne le point relatif à votre parcours d'actionnaire, vous faites partie de ces gens assez nombreux qui ont acquis des titres de France Télécom et de nombreuses autres sociétés lors de la bulle internet de la fin des années 90 et 2000, lorsque les valorisations ont atteint des sommets certainement injustifiés. Lorsque cette bulle a éclaté, ces valeurs ont malheureusement vu leur prix chuter dramatiquement. Le fait que l'on ait, vis-à-vis de tous nos actionnaires, quel que soit le moment où ils ont accompli cet acte de confiance consistant à acheter une action de France Télécom, une forme de respect vis-à-vis d'eux à travers notre politique du dividende, est une réponse de long terme. L'emballement spéculatif mondial de la bulle internet des années 2000 est un événement sur lequel une société, même importante comme la nôtre, n'a aucun pouvoir. En revanche, nous maîtrisons notre politique de retour aux actionnaires.

Vous affirmez ensuite que les prix des télécommunications sont ridicules aux Etats-Unis. Je ne sais par quel moyen vous avez téléphoné d'un bout à l'autre des Etats-Unis. Je peux simplement vous expliquer pour nuancer que les abonnements moyens sont de l'ordre de 100 dollars par mois, contre 29,9 euros en France. L'abonnement à la fibre coûte 150 dollars par mois aux Etats-Unis. Vous pouvez le vérifier chez Verizon ou AT&T. C'est très loin d'être gratuit, et très loin d'être moins cher qu'en France, où le prix des communications est plutôt bas par rapport à l'Europe, avec des caractéristiques différentes de celles des Etats-Unis. Je vous assure que les prix des communications téléphoniques aux Etats-Unis ne sont pas plus bas qu'en France et en Europe.

En ce qui concerne la recherche, nous investissons actuellement 2 % du chiffre d'affaires dans la recherche, soit 850 millions d'euros. 3 000 salariés en France travaillent dans la Recherche et Développement. En additionnant l'ensemble des hommes et femmes qui travaillent dans la chaîne de l'innovation, cela donne près de 6 000 personnes. Le Groupe a fait un effort important, plus important que celui consenti par les autres opérateurs, en matière de Recherche et Développement. La vraie question consiste à utiliser ces moyens, ces ressources consacrées à la recherche, de la façon la plus productive pour nos clients, pour générer de l'activité, et pour être présents dans les grandes innovations du secteur.

Au-delà de l'effort et du montant en volume, qui restera important, nous sommes tous engagés au niveau de l'équipe dirigeante, dans un effort de rationalisation de ce dispositif de recherche avec un objectif très clair consistant à apporter une contribution plus importante dans l'innovation en matière de service et de technologie des réseaux pour conforter notre modèle économique et réussir cette phase de conquête évoquée précédemment. Je partage votre sentiment sur l'importance de la recherche et de l'innovation pour nous et pour l'avenir. Nous sommes très fortement engagés dans ces domaines. Cela ne nous exonère pas d'un effort à accomplir pour tirer le meilleur de cet effort collectif.

Delphine ERNOTTE

Dans le cadre de nos obligations de service universel, nous avons un tarif social sur le fixe inférieur à 6,5 euros par mois. Nous avons ajouté un tarif de 7 euros par mois pour les titulaires du RSA comprenant deux heures de communication vers les mobiles. Pour les mobiles, nous avons lancé il y a plus d'un an un tarif spécial pour les titulaires du RSA, forfait bloqué de 10 euros par mois, 40 minutes de communication et 40 SMS inclus.

En ce qui concerne internet, nous avons fait des propositions. Les discussions avec le gouvernement se poursuivent pour proposer, de la même manière que sur les mobiles, un tarif social sur internet.

Marc SERRE :

Depuis six mois, j'ai averti SFR par plusieurs courriers de la mauvaise qualité du service du téléphone. Je n'ai reçu aucune amélioration par ses techniciens, SFR a sollicité vos services. Vos interventions sont inefficaces. Les coupures de lignes à mon domicile sont nombreuses et de longue durée. Ce fait est très grave car mon épouse est handicapée à 80 %. J'ai de plus en plus de difficultés pour obtenir la tonalité indiquant que ma ligne est accessible. Une bonne société en action comme la nôtre se doit de fournir un service de qualité. Ce n'est pas le cas de France Télécom.

Stéphane RICHARD

Je suis désolé que vous ayez subi ces désagréments. Je vous invite à vous diriger, à l'issue de l'Assemblée, vers l'agence installée à l'occasion dans le Palais des Congrès. L'équipe de professionnels qui s'y trouve pour répondre à tous les problèmes individuels tentera de trouver une solution au vôtre.

Bénédicte KATLAMA, membre du Comité consultatif des actionnaires :

Je voudrais vous demander un éclairage sur l'avenir des marques France Télécom et Orange. Envisagez-vous un rapprochement de ces deux marques ? Si oui, dans quel délai ? Quel bénéfice pourrait-on en attendre ?

Christine ALBANEL

Vous vous interrogez sur l'évolution du nom du Groupe qui a deux marques principales et les avantages qui s'attacheraient à cette démarche. Ce processus, engagé depuis 2006, est largement entamé. Nous sommes finalement dans une trentaine de pays sous marque Orange. En France, toutes les boutiques, les portails internet, l'intranet et la fondation sont sous cette marque. Ce processus a vocation à se poursuivre progressivement, en vue de renforcer l'unité et la cohérence pour le groupe, qui est international, en renforçant le sentiment d'appartenance pour les salariés.

Cela va aussi dans le sens de la simplicité pour les clients. En effet, on peut aujourd'hui recevoir une facture de France Télécom pour le fixe et une facture d'Orange pour le mobile. C'est assez complexe. Cela va aussi dans le sens de la puissance de la marque Orange, dont je rappelle qu'elle est d'après le classement Millward Brown, la 36^{ème} marque mondiale, 2^{ème} française, 7^{ème} du secteur des télécommunications.

En ce qui concerne le changement de raison sociale de l'Entreprise, qui concerne l'Assemblée en premier lieu, c'est une décision qui doit être votée à l'Assemblée Générale, qui s'inscrit dans un long processus qui doit s'entourer de toutes les concertations nécessaires. La réflexion est en cours. La décision n'est pas encore prise. Si la décision était prise, cela pourrait être soumis à votre vote lors d'une prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

De la salle :

Le 1014, prestation accordée à l'abonné, ne fonctionne absolument pas. Différents usages du téléphone de base sont réellement insupportables. J'ai connu des communications téléphoniques du passé qui étaient parfaites. La situation est pitoyable depuis que la concurrence existe.

Delphine ERNOTTE

Pour prendre la défense des salariés qui travaillent au 1014, je voudrais noter la différence entre le service tel qu'il est proposé aujourd'hui avec les enrichissements connus. Il n'y avait pas d'ADSL il y a quinze ans ni de Livebox chez les clients. Nous ne distribuions pas la télévision il y a quinze ans. Notre monde est plus complexe. Cela ne rend pas moins votre remarque juste. Pour cette raison, nous travaillons pour améliorer notre qualité de service. Nous voulons réhumaniser les relations par téléphone. Vous êtes confrontés à des serveurs vocaux compliqués et abscons. Nous travaillons pour simplifier les serveurs vocaux et rapprocher les salariés qui répondent au 1014 des clients, pour leur donner une meilleure connaissance de la géographie, du territoire des clients, et une proximité beaucoup plus forte.

De la salle :

De nombreux utilisateurs peuvent se sentir déçus par la qualité de ce qu'ils expérimentent tous les jours par rapport à l'offre proposée. Ma question porte sur les 800 millions d'euros que vous avez mentionnés de dépenses en matière de Recherche et Développement. Quels sont les quelques projets auxquels vous croyez vraiment pour l'avenir, qui déboucheront dans les deux ou trois prochaines années sur des avantages significatifs ?

Thierry BONHOMME

Sur les 800 millions d'euros, la moitié est consacrée à des activités technologiques. Le métier du groupe France Télécom-Orange consiste à accompagner tous les clients vers l'ensemble des dimensions du monde numérique, en tirant partie de notre base fondamentale que sont les réseaux. Nous déployons trois grands domaines d'activité en termes de Recherche et Développement.

Le premier concerne les réseaux. L'enjeu majeur est la montée en débit, vers le très haut débit, sur les réseaux mobiles comme le fixe, la 4G, le déploiement de la fibre. Nous avons des activités en propre avec les industriels autour de cette dimension.

La seconde dimension consiste à accompagner et gérer chacun de nos clients, gérer les très grandes bases de données de nos clients. Nous développons des activités en termes de sécurité et gestion des bases de données. Le cloud en fait partie. Comment pouvons-nous mieux gérer la très grande quantité de données pour nos clients ? Comment pouvons-nous les aider à protéger et stocker cette base de données ?

La troisième dimension autour des activités de Recherche et Développement est la dimension service. Nous avons pour l'illustrer un certain nombre de dimensions privilégiées, tout d'abord celles qui concernent l'interface proposée par l'ensemble des outils de France Télécom aux clients. C'est un domaine dans lequel d'autres sociétés ont investi avec grand succès, en particulier Apple. Quelle est la dimension Orange proposée aux services ?

Stéphane Richard a mentionné le NFC, ou paiement sans contact, deuxième grand domaine de service pour les clients grand public auquel nous croyons énormément. Le déploiement de la première ville française ou européenne qui propose des paiements sans contact à Nice en est l'illustration. Un certain nombre de projets en cours en France et en Europe attestent de notre engagement.

Le troisième niveau autour des services est le Machine to Machine. Nous sommes un acteur qui a beaucoup contribué à la fabrication des normes, et qui a déployé des offres de service à valeur ajoutée, comme celle mentionnée par Stéphane Richard en partenariat sur le Smart Metering pour la gestion de l'eau, ou la gestion de la connectivité du réseau autour des cartes SIM que nous opérons. Nous avons trois grandes dimensions des activités de recherche : réseau, gestion des bases de données et sécurité, innovation dans les services.

De la salle :

Il eût été intéressant d'avoir un graphique présentant la manière dont le cours de l'action évolue. En 2010, l'action France Télécom a encore chuté de 10 %. Je ne comprends pas le rapport avec l'année 2000. Qu'attendez-vous pour faire en sorte que les investisseurs reviennent vers vous et achètent du France Télécom ? il n'y a que ça qui fera remonter le titre.

Stéphane RICHARD

J'ai rejoint ce groupe il y a peu de temps. Durant cette période, l'action a diminué davantage que le marché, non de 10 % depuis le début de l'année, puisqu'il y avait 3 ou 4 points d'écart par rapport au CAC 40. Néanmoins, ce parcours est clairement décevant.

Nous allons à la rencontre des investisseurs, des analystes, de tous ceux qui « font » le marché. Nous avons 74 % du capital réparti dans le public. Nous avons une majorité des actionnaires constituée majoritairement de fonds anglo-saxons, ce qui m'impose de les rencontrer très régulièrement pour leur expliquer ce que nous faisons et influencer sur leur perception du modèle économique.

Le 31 mai, nous avons organisé une grande réunion à Paris en présence de 200 analystes et investisseurs venant du monde entier. A cette occasion, nous avons donné énormément d'informations sur notre situation. Cependant, nous pâtissons de deux grands problèmes. Tout d'abord, des questionnements perdurent sur l'ensemble des acteurs des télécommunications. Les parcours boursiers de Telefonica et Deutsche Telekom (Vodafone étant dans une situation différente en tant qu'opérateur exclusif du mobile) connaissent une déception similaire depuis deux ou trois ans.

Cette économie numérique soulève des questions persistantes sur la façon dont les opérateurs de réseau que nous sommes parviendront à résister au cours des prochaines années aux contraintes très fortes qui pèsent sur eux en termes de régulation et concurrence, ainsi que leur capacité à monétiser les nouveaux usages, notamment autour des trafics de données. Ces questions lourdes se posent aussi pour nous.

A ces considérations générales s'ajoutent des facteurs spécifiques pour France Télécom, liés à la situation du marché français. Je l'ai indiqué durant mon propos préliminaire. Nous ne sommes pas aidés sur notre marché domestique depuis deux ans. Un actionnaire ou un fonds américain a en permanence la possibilité d'arbitrer entre France Télécom, Deutsche Telekom, Telefonica, KPN, Vodafone, des valeurs extrêmement liquides à dimension mondiale, avec des capitalisations très fortes. 50 % du chiffre d'affaires de France Télécom et une part supérieure de son EBITDA vient de ses opérations en France où l'addition d'une série de décisions, dont la principale est la naissance d'un quatrième acteur dans la téléphonie mobile, inquiète quant à la capacité des opérateurs existants à maintenir leur part de marché et leur niveau de marge en France. La création d'un quatrième opérateur visait à diminuer les prix, donc les marges, donc à appauvrir les opérateurs. Cet appauvrissement se retrouve dans notre cours de bourse. Comment pourrait-il en être autrement ?

Nous allons avoir encore une période que j'espère courte durant laquelle nous serons impactés par les incertitudes du marché français du fait de l'arrivée du quatrième opérateur. Nous ne serons en mesure de dissiper ces inquiétudes et de convaincre les investisseurs sur notre capacité à retrouver de la croissance et un profil de marge attractif, qu'une fois que le choc de cette arrivée sera franchi. Nul n'a véritablement mesuré cet impact. Nous devons gérer cette situation. Le plan de marche, solide, devrait permettre de franchir cette épreuve. Dans cette période d'adaptation délicate, nous assurons à nos actionnaires, à travers l'engagement sur le dividende, une fidélité très importante, qui corrige très largement la moins-value latente constatée aujourd'hui.

J'engage tous les actionnaires de France Télécom à conserver leurs actions, à nous faire confiance pour gérer ce cap du marché français des prochains mois.

De la salle :

Je suis actionnaire de France Télécom et de Pages Jaunes. Ne serait-il pas possible de s'arranger pour qu'il n'y ait pas une Assemblée Générale ici à 16 heures et une autre à 17 heures pour Pages Jaunes ?

Que vous ne fassiez pas de comparaison avec une société différente, je le comprends, mais vous pourriez faire quelque chose pour vos actionnaires en ce qui concerne un de vos anciens partenaires. Nous sommes ici pour vous entendre et voir vos chiffres mais nous avons le droit d'aller à l'Assemblée Générale des Pages Jaunes. Pourriez-vous y penser pour les années suivantes ?

Je suis allée au point des actionnaires, où on m'a proposé de participer à une Ecole de la bourse le 14 juin. Est-il raisonnable de proposer à des actionnaires, qui ont le droit de participer à d'autres assemblées générales que France Télécom, de participer une étude de la bourse le 14 juin en pleine saison des assemblées générales ?

Stéphane RICHARD

En ce qui concerne la concomitance des assemblées générales, les réservations de salle, compte tenu du nombre d'actionnaires présents aujourd'hui, se font deux ans à l'avance. La question que vous posez pourrait l'être à l'Assemblée Générale de Pages Jaunes qui aurait également pu changer l'horaire de son assemblée. Cela lui aurait été plus facile car il me semble que beaucoup moins de personnes s'y rendent. Je vous remercie d'avoir choisi malgré tout France Télécom.

Quant à la date de la session proposée, j'espère que nous trouverons une autre date pour vous accueillir. Le 14 juin approche tout de même de la fin des dates des assemblées car nous ne pouvons en faire après le 30 juin. J'espère que nous pourrions trouver une date qui vous convienne. Si ce n'était pas le cas, vous pouvez avoir accès à ces contenus par internet, et suivre cette formation en ligne.

François MECHERIE :

En préambule, je voudrais remercier Pierre Louette pour avoir lu gentiment les questions/réponses, afin d'assurer un minimum de démocratie dans ce groupe. Il serait encore préférable de les reproduire sur internet car je ne suis pas certain d'avoir compris toutes les questions et encore moins les réponses. Le document de référence permet de noter que vous ne vous êtes pas attribué, Monsieur le Président, d'actions gratuites. Souhaitez-vous vous en attribuer durant les années suivantes ?

La deuxième question porte sur les conventions réglementées. Il n'y a eu aucune convention réglementée en 2010. Je suis pour le moins étonné, ayant été commissaires aux comptes puis avocat. Il n'y a aucune convention réglementée. Il y en a simplement sur le supplément de retraite de notre ancien président et sur un bail.

Stéphane RICHARD

En réponse à la première question, je tiens à dire les choses simplement. Je n'ai pas l'intention de percevoir, durant mes fonctions en tant que mandataire social de ce groupe, aucun avantage autre que ma rémunération : ni actions gratuites, ni stock-options, ni parachute, ni retraite chapeau. C'est simple et clair.

Pierre LOUETTE

Nous n'avons pas de convention réglementée en 2011. Nous reconduisons celles signées auparavant et qui ont poursuivi leurs effets en 2010. Cette situation peut vous paraître surprenante, mais elle est ainsi.

Jean-François DEHAIMI, actionnaire et ancien salarié du Groupe :

Ma question porte sur le mode de paiement du dividende. Le paiement d'une partie du dividende sous forme d'action au titre de l'exercice 2008 a permis à l'Entreprise d'éviter le décaissement de plus de 500 millions d'euros. Pourquoi avoir proposé ce mode de paiement au titre de l'exercice 2008 et non de l'exercice 2010 ?

Gervais PELLISSIER

Je rappelle que ce paiement s'est effectué sans abondement ni escompte. Il était neutre du point de vue de l'actionnaire qui recevait le dividende. Les sondages parmi les grands actionnaires du Groupe ont révélé que ce n'était pas leur mode de rémunération préféré. Il n'a pas recueilli l'adhésion de nos grands actionnaires. Ce vote n'a pas été reconduit. Cela ne signifie pas que cela ne se fera pas dans le futur, mais cela n'a pas été envisagé pour 2010.

Viviane NETTER, actionnaire individuelle

En septembre dernier, vous avez noué un partenariat dans le cloud computing avec trois sociétés célèbres dont Cisco. Pouvez-vous présenter un bilan de ce partenariat dont le succès pourrait faire monter le cours de bourse ? Faites-vous des recherches du côté du cloud 2.0 ?

Vivek BADRINATH

Ce partenariat a été noué en septembre. Son principe est de nous associer aux acteurs majeurs du secteur. Cisco fournit des serveurs, EMC des matériels de stockage et VM Wear des logiciels qui permettent de placer des données dans les nuages. Nous apportons la valeur et la force de nos réseaux qui permettent aux usagers d'aller chercher leurs données ou leur système d'information dans des centres de calcul à distance. Le partenariat permet d'apporter aux entreprises qui le souhaitent un ensemble de technologies pour faire tourner ce système.

Depuis le lancement du partenariat, les équipes de vente se sont réunies, ont abordé des cas concrets d'entreprise. Des dizaines d'entreprise ont commencé à nous apporter leurs solutions dans plusieurs domaines : la sécurité pour les protéger des agressions d'internet, le stockage sur des équipements EMC connectés par des réseaux d'Orange, le calcul informatique pour lequel ils utilisent des serveurs.

Plus d'une dizaine d'entreprises ont utilisé ces services, plus d'une trentaine sont en cours d'analyse commerciale. Nous travaillons sur la suite de ces technologies car ce domaine évolue très rapidement. Avec les équipes de Recherche et Développement dirigées par Thierry Bonhomme, nous avons la préparation des étapes suivantes. Le plan de marche très actif en 2012 devrait nous permettre de rester en avance dans ce domaine très nouveau.

De la salle :

Une résolution proposée aujourd'hui consiste à racheter des actions. Je n'en vois pas l'intérêt puisque vous recommandez vous-mêmes aux actionnaires de garder leurs titres. Je n'ai personnellement pas l'intention d'en vendre. Qu'avez-vous l'intention d'offrir aux actionnaires historiques ? Un rachat à 15 euros est très inférieur au prix d'ouverture à 182 francs. Envisagez-vous de distribuer des actions gratuites ?

Stéphane RICHARD

Les actionnaires n'auraient aucune obligation de céder leurs actions dans ce cadre.

Gervais PELLISSIER

L'utilisation essentielle du projet de rachat d'actions, en accord avec le Conseil d'Administration, concerne le programme d'actions gratuites annoncé l'an dernier, qui devrait être mis en œuvre par le Conseil d'Administration d'ici la fin de ce semestre pour environ 250 millions d'euros. Ce programme se fera par rachat d'actions, et non par l'émission d'actions nouvelles.

De la salle :

Depuis mai 2009, le délai de paiement de quinze jours est passé à dix jours. Quelle en est la raison ? Quel est votre intérêt ? Ce dispositif n'est-il pas coûteux par rapport aux relances éventuelles, qui peuvent croiser le paiement du client ? Cela peut générer un coût supplémentaire.

Quand on reçoit la facture de téléphone, la page 2 donne le détail des abonnements HT et TTC, puis les consommations HT et TTC, et en page 1, la facturation ne reprend pas le TTC des consommations et de l'abonnement, mais le global hors taxe en additionnant abonnement et consommations pour obtenir un tout et on recalcule la TVA. La différence d'un centime donne une addition ridicule pour un abonné. Cela donne un ou deux centimes, multiplié par un grand nombre de clients. Avez-vous le droit d'agir de cette manière ?

Delphine ERNOTTE

En ce qui concerne la facturation et le délai de paiement, je m'engage à vérifier ce point, mais le délai n'a à ma connaissance pas changé. Je reviendrai vers vous sur ce sujet.

En réponse à la seconde question relative à la différence entre la première page et les autres pages de la facture, l'indication de la TVA dans toutes les lignes et toutes les pages est une obligation. Le récapitulatif complexe provoque les arrondis que vous évoquez. Je ne suis pas certaine que nous lésons nos clients. Je propose que nous étudions la facture de cet actionnaire.

Stéphane RICHARD

Je propose à cet actionnaire, s'il en est d'accord, d'étudier son point à la sortie de cette salle. Le Groupe envoie 1,2 million de factures par jour en France. Je crois que nos processus sont assez sécurisés.

Nous allons maintenant passer au vote des résolutions.

Vote des résolutions

Nicolas GUERIN
Directeur Juridique

Avant de procéder au vote, sachez que le quorum est atteint, puisque 61,72 % des actions ayant le droit de vote sont présentes, représentées, ou ont donné lieu à un vote par correspondance. L'Assemblée peut donc valablement délibérer.

A TITRE ORDINAIRE

PREMIÈRE RÉOLUTION

(Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2010)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration ainsi que du rapport des commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2010 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports. Elle arrête le bénéfice de cet exercice à 1 067 243 524,48 euros.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés par 1 633 745 671 voix pour, 1 075 568 voix contre ou abstentions.

DEUXIÈME RÉOLUTION

(Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration ainsi que du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés par 1 633 849 381 voix pour, 971 858 voix contre ou abstentions.

TROISIÈME RÉOLUTION

(Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2010, tel que ressortant des comptes annuels)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels :

- (i) décide, sur le bénéfice de l'exercice s'élevant à 1 067 243 524,48 euros, d'affecter un montant de 13 546 948,00 euros à la réserve légale, ce qui portera le montant de cette réserve à 1 059 543 442,40 euros ;
- (ii) constate que le bénéfice distribuable de l'exercice, après affectation à la réserve légale de 13 546 948,00 euros, et compte tenu du report à nouveau créditeur de 6 913 486 283,53 euros (avant imputation de l'acompte sur dividende visé au (iv) ci-après), s'élève à 7 967 182 860,01 euros ;

- (iii) décide de verser aux actionnaires, à titre de dividende, 1,40 euro par action et d'affecter le solde du bénéfice distribuable au poste "Report à nouveau" ; et
- (iv) prend acte que, compte tenu de l'acompte sur dividende d'un montant de 0,60 euro par action mis en paiement le 2 septembre 2010, le solde du dividende à distribuer s'élève à 0,80 euro par action.

La date de détachement du dividende est le 10 juin 2011 et le solde du dividende à distribuer sera mis en paiement le 15 juin 2011.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de déterminer le montant global du dividende, étant précisé que les actions détenues par la Société au 15 juin 2011 n'auront pas droit au paiement du solde du dividende et, en conséquence, de déterminer le montant du solde du bénéfice distribuable qui sera affecté au poste "Report à nouveau".

Il est précisé que la totalité du dividende (l'acompte et le solde à distribuer) est éligible à l'abattement de 40% en application du 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts, bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, sauf option par ces derniers pour le prélèvement libératoire prévu à l'article 117 quater du Code Général des Impôts.

Il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions (hors auto-détention)	Dividende par action	Quote-part du dividende éligible à l'abattement de 40 %
2007	2 604 398 886	1,30 €□	100%
2008	2 613 555 198	1,40 €□	100%
2009	2 646 101 556	1,40 €□	100%

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés par 1 517 602 295 voix pour, 117 218 944 voix contre ou abstentions.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

(Conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes, prend acte des conclusions dudit rapport et constate que les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce conclues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010, ont d'ores et déjà été approuvées par l'assemblée générale lors de sa réunion du 9 juin 2010.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés par 1 622 789 479 voix pour, 12 031 760 voix contre ou abstentions.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

(Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Bernard Dufau)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constate que le mandat d'administrateur de Monsieur Bernard Dufau viendra à expiration à l'issue de la présente assemblée et décide, sur proposition du Conseil d'administration et dans les conditions prévues par l'article 13 des statuts, de renouveler son mandat d'administrateur pour une période de quatre années venant à expiration à l'issue de la réunion de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés par 1 620 685 910 voix pour, 14 135 329 voix contre ou abstentions.

SIXIÈME RÉSOLUTION

(Nomination de Madame Helle Kristoffersen en qualité d'administrateur)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constate que le mandat d'administrateur de Monsieur Henri Martre viendra à expiration à l'issue de la présente assemblée et décide, sur proposition du Conseil d'administration et dans les conditions prévues par l'article 13 des statuts, de nommer en remplacement de ce dernier, Madame Helle Kristoffersen en qualité d'administrateur, pour une période de quatre années venant à expiration à l'issue de la réunion de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés par 1 615 084 378 voix pour, 19 736 861 voix contre ou abstentions.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

(Nomination de Madame Muriel Pénicaud en qualité d'administrateur)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constate que le mandat d'administrateur de Monsieur Marcel Roulet viendra à expiration à l'issue de la présente assemblée et décide, sur proposition du Conseil d'administration et dans les conditions prévues par l'article 13 des statuts, de nommer en remplacement de ce dernier, Madame Muriel Pénicaud en qualité d'administrateur, pour une période de quatre années venant à expiration à l'issue de la réunion de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés par 1 613 097 820 voix pour, 21 723 419 voix contre ou abstentions.

HUITIÈME RÉSOLUTION

(Nomination de Monsieur Jean-Michel Severino en qualité d'administrateur)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constate que le mandat d'administrateur de Monsieur Jean Simonin viendra à expiration à l'issue de la présente assemblée et décide, sur proposition du Conseil d'administration et dans les conditions prévues par l'article 13 des statuts, de nommer en remplacement de ce dernier, Monsieur Jean-Michel Severino en qualité d'administrateur, pour une période de quatre années venant à expiration à l'issue de la réunion de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés par 1 614 268 784 voix pour, 20 552 455 voix contre ou abstentions.

NEUVIÈME RÉSOLUTION

(Autorisation à conférer au Conseil d'administration à l'effet d'acheter ou de transférer des actions France Télécom).

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, autorise, conformément aux articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, le Conseil d'administration à acheter des actions de la Société, dans la limite d'un nombre d'actions représentant 10 % du capital social existant au jour de la présente assemblée,

- le prix maximum d'achat ne devra pas excéder 40 euros par action, étant précisé qu'en cas d'opérations sur le capital, notamment par incorporation de réserves suivie de la création et de l'attribution gratuite d'actions, et/ou de division ou de regroupement des actions, ce prix sera ajusté en conséquence ;
- le montant maximum des fonds destinés au programme de rachat est fixé à 10 595 434 424 euros;

- les acquisitions réalisées par la Société en vertu de la présente autorisation ne pourront en aucun cas l'amener à détenir, directement ou indirectement, à quelque moment que ce soit, plus de 10 % des actions composant le capital social à la date considérée ;
- les acquisitions ou transferts d'actions pourront être réalisés à tout moment, sauf en période d'offre publique visant les actions de la Société, dans le respect des dispositions légales ou réglementaires ;
- les acquisitions ou transferts d'actions pourront être réalisés par tous moyens, notamment sur les marchés réglementés, les systèmes multilatéraux de négociation ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs ou par le recours à des instruments financiers dérivés négociés sur les marchés réglementés, les systèmes multilatéraux de négociation ou de gré à gré ;
- cette autorisation est valable pour une période de dix-huit mois.

Ces acquisitions d'actions pourront être effectuées en vue de toute affectation permise par la loi, les finalités de ce programme de rachat d'actions étant :

- (i) d'honorer des obligations liées :
 - a. aux programmes d'options sur actions ou autres allocations d'actions aux membres du personnel de la Société ou d'entreprises associées et notamment d'allouer des actions aux membres du personnel du groupe France Télécom dans le cadre (i) de la participation aux résultats de l'entreprise, (ii) de tout plan d'achat, d'options d'achat ou d'attribution gratuite d'actions (en ce compris toute cession d'actions visée à l'article L. 3332-24 du Code du travail) au profit des membres du personnel et mandataires sociaux ou de certains d'entre eux, y compris les anciens titulaires d'options de souscription d'actions Wanadoo dans les conditions énoncées à la deuxième résolution de l'assemblée générale mixte du 1^{er} septembre 2004, ou (iii) des contrats de liquidité signés entre France Télécom et les titulaires d'actions ou d'options de souscription d'actions de la société Orange, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations,
 - b. aux valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société (y compris réaliser toutes opérations de couverture à raison des obligations de France Télécom liées à ces valeurs mobilières), y compris aux valeurs mobilières souscrites par des membres du personnel ou des anciens membres du personnel du groupe France Télécom (telles que notamment les Instruments de Liquidité sur Options),
- (ii) d'assurer la liquidité de l'action France Télécom par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers,
- (iii) de conserver des actions pour remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe,
- (iv) de réduire le capital de la Société en application de la vingt-deuxième résolution de la présente assemblée générale, sous réserve de son adoption.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par loi, pour décider et effectuer la mise en œuvre de la présente autorisation, pour en préciser les termes et en arrêter les modalités, pour passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, établir tous documents notamment d'information, effectuer toutes formalités, en ce compris affecter ou réaffecter les actions acquises aux différentes finalités poursuivies, et toutes déclarations auprès de tous organismes et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale mixte du 9 juin 2010 par sa septième résolution.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés par 1 611 822 818 voix pour, 22 998 421 voix contre ou abstentions.

A TITRE EXTRAORDINAIRE

DIXIÈME RÉOLUTION

(Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions de la Société et des valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société ou de l'une de ses filiales, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, délègue au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, sa compétence pour décider, en une ou plusieurs fois, l'émission avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, (i) d'actions de la Société, (ii) de valeurs mobilières donnant accès à des actions existantes ou à émettre de la Société et (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des actions existantes ou à émettre d'une société dont la Société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital (la « Filiale »), dont la souscription pourra être opérée en espèces ou par compensation de créances.

Le montant nominal d'augmentation de capital de France Télécom, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder 2 milliards d'euros, compte non tenu du nominal des actions à émettre pour préserver conformément à la loi les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions.

Les valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société ou d'une Filiale ainsi émises pourront consister en des titres de créance ou des bons ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires. Elles pourront revêtir notamment la forme de titres subordonnés ou non à durée déterminée ou non, et être émises en euros ou dans une monnaie étrangère.

Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription aux actions et valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation. Le Conseil d'administration pourra instituer au profit des actionnaires un droit de souscription à titre réductible aux actions ou aux valeurs mobilières émises, qui s'exercera proportionnellement à leurs droits de souscription et dans la limite de leurs demandes.

Si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il déterminera, les différentes facultés offertes par la loi, y compris celle d'offrir au public tout ou partie des titres non souscrits.

La présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit.

Les émissions de bons de souscription d'actions de la Société pourront être réalisées par offre de souscription, mais également par attribution gratuite aux propriétaires d'actions anciennes. En cas d'attribution gratuite de bons de souscription d'actions, le Conseil d'administration aura la faculté de décider que les droits d'attribution formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondants seront vendus.

Le montant nominal de l'ensemble des titres de créance émis en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder 10 milliards d'euros (ou la contre-valeur de ce montant à la date de la décision d'émission en cas d'émission en monnaie étrangère). Ce plafond est commun à l'ensemble des titres de créance émis sur le fondement des onzième, douzième, quatorzième et quinzième résolutions soumises à la présente assemblée.

Le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par loi, arrêtera les caractéristiques, montant et modalités de toute émission ainsi que des titres émis, pourra procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la société, fixer les modalités selon lesquelles sera assurée la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital, permettre l'imputation des frais des augmentations de capital sur

le montant des primes y afférentes, prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale et plus généralement, faire le nécessaire.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale mixte du 26 mai 2009, par sa onzième résolution.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés par 1 550 121 817 voix pour, 84 697 962 voix contre ou abstentions.

ONZIÈME RÉSOLUTION

(Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions de la Société et des valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société ou de l'une de ses filiales, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cadre d'une offre au public)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, délègue au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, sa compétence pour décider, en une ou plusieurs fois, l'émission par une offre au public (i) d'actions de la Société, (ii) de valeurs mobilières donnant accès à des actions existantes ou à émettre de la Société et (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des actions existantes ou à émettre d'une société dont la Société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital (la « Filiale »), dont la souscription pourra être opérée en espèces ou par compensation de créances.

L'assemblée générale décide en conséquence de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions et valeurs mobilières.

Le montant nominal d'augmentation de capital de France Télécom, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder 1,5 milliard d'euros, compte non tenu du nominal des actions à émettre pour préserver conformément à la loi les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions.

Le prix d'émission des actions émises en vertu de la présente délégation devra être au moins égal au montant minimum prévu par les lois et règlements en vigueur au moment de la décision d'émission, après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance.

Le prix d'émission des valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société ou, en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des actions d'une Filiale, par la Filiale, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société ou la Filiale, selon le cas, soit, pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé à l'alinéa ci-dessus après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance.

Les valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société ou d'une Filiale émises en vertu de la présente délégation pourront consister en des titres de créance ou des bons ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires. Elles pourront revêtir notamment la forme de titres subordonnés ou non à durée déterminée ou non, et être émises en euros ou dans une monnaie étrangère.

Le Conseil d'administration pourra instituer au profit des actionnaires un droit de priorité irréductible et éventuellement réductible, pour tout ou partie de l'émission, pour souscrire les actions ou les valeurs mobilières, dont il fixera, dans les conditions légales, les modalités et les conditions d'exercice, sans donner lieu à la création de droits négociables. Les titres non souscrits en vertu de ce droit pourront faire l'objet d'un placement sur le marché international.

Si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'administration pourra limiter l'émission au montant des souscriptions reçues, sous la condition que celui-ci atteigne au moins les trois quarts de l'émission décidée, et/ou répartir librement les titres non souscrits.

L'assemblée générale prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit.

Le montant nominal de l'ensemble des titres de créance émis en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder, et s'imputera sur, le plafond relatif aux titres de créance prévu à la dixième résolution soumise à la présente assemblée (10 milliards d'euros).

Le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par loi, arrêtera les caractéristiques, montant et modalités de toute émission ainsi que des titres émis, pourra procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la société, fixer les modalités selon lesquelles sera assurée la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital, permettre l'imputation des frais des augmentations de capital sur le montant des primes y afférentes, prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale et plus généralement, faire le nécessaire.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale mixte du 26 mai 2009 par sa douzième résolution.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés par 1 384 979 945 voix pour, 249 839 834 voix contre ou abstentions.

DOUZIÈME RÉSOLUTION

(Délégation de compétence au Conseil d'administration, à l'effet d'émettre des actions de la Société et des valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société ou de l'une de ses filiales, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans le cadre d'une offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, délègue au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, sa compétence pour décider, en une ou plusieurs fois, l'émission par une offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier (i) d'actions de la Société, (ii) de valeurs mobilières donnant accès à des actions existantes ou à émettre de la Société et (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des actions existantes ou à émettre d'une société dont la Société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital (la « Filiale »), dont la souscription pourra être opérée en espèces ou par compensation de créances.

L'assemblée générale décide en conséquence de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions et valeurs mobilières.

Le montant nominal d'augmentation de capital de France Télécom, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder, et s'imputera sur, le plafond relatif aux augmentations de capital prévu à la onzième résolution soumise à la présente assemblée (1,5 milliards d'euros), étant précisé que ce plafond ne tient pas compte du nominal des actions à émettre pour préserver conformément à la loi les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions et que les émissions réalisées en vertu de la présente délégation sont limitées conformément à la loi à 20% du capital par an.

Le prix d'émission des actions émises en vertu de la présente délégation devra être au moins égal au montant minimum prévu par les lois et règlements en vigueur au moment de la décision d'émission, après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance.

Le prix d'émission des valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société ou, en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des actions d'une Filiale, par la Filiale, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société ou la Filiale, selon le cas, soit, pour chaque action ordinaire émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé à l'alinéa ci-dessus après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de date de jouissance.

Les valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société ou d'une Filiale émises en vertu de la présente délégation pourront consister en des titres de créance ou des bons ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires. Elles pourront

revêtir notamment la forme de titres subordonnés ou non à durée déterminée ou non, et être émises en euros ou dans une monnaie étrangère.

Si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'administration pourra limiter l'émission au montant des souscriptions reçues, sous la condition que celui-ci atteigne au moins les trois quarts de l'émission décidée, et/ou répartir librement les titres non souscrits.

L'assemblée générale prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit.

Le montant nominal de l'ensemble des titres de créance émis en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder, et s'imputera sur, le plafond relatif aux titres de créance prévu à la dixième résolution soumise à la présente assemblée (10 milliards d'euros).

Le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par loi, arrêtera les caractéristiques, montant et modalités de toute émission ainsi que des titres émis, pourra procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la société, fixer les modalités selon lesquelles sera assurée la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital, permettre l'imputation des frais des augmentations de capital sur le montant des primes y afférentes, prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale et plus généralement, faire le nécessaire.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés par 1 386 354 556 voix pour, 248 465 223 voix contre ou abstentions.

TREIZIÈME RÉSOLUTION

(Autorisation au Conseil d'administration à l'effet, en cas d'augmentation de capital avec ou sans suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'augmenter le nombre de titres à émettre)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, autorise, pour une durée de 26 mois, le Conseil d'administration à décider, dans les délais et limites prévus par la loi et de la résolution en vertu de laquelle l'émission est décidée (à ce jour, dans la limite de 15% de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour cette émission), pour chacune des émissions décidées en application des dixième, onzième et douzième résolutions soumises à la présente assemblée, l'augmentation du nombre de titres à émettre.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à l'autorisation donnée par l'assemblée générale mixte du 26 mai 2009 par sa treizième résolution.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés par 1 431 634 047 voix pour, 203 185 732 voix contre ou abstentions.

QUATORZIÈME RÉSOLUTION

(Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et des valeurs mobilières donnant accès à des actions, en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, délègue au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, sa compétence pour décider, en une ou plusieurs fois, l'émission d'actions de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions existantes ou à émettre de la Société, à l'effet de rémunérer des titres apportés à une offre publique d'échange sur des titres d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur l'un des marchés réglementés visés à l'article L. 225-148 du Code de commerce, et décide, en tant que de besoin, de supprimer, au profit des porteurs de ces titres, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et valeurs mobilières ainsi émises.

Le montant nominal d'augmentation de capital de France Télécom, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder, et s'imputera sur, le plafond relatif aux augmentations de capital prévu à la onzième résolution soumise à la présente assemblée (1,5 milliards d'euros), étant précisé que ce plafond ne tient pas compte du nominal des actions à émettre pour préserver conformément à la loi les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions.

Les valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société émises en vertu de la présente délégation pourront consister en des titres de créance ou des bons ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires. Elles pourront revêtir notamment la forme de titres subordonnés ou non à durée déterminée ou non, et être émises en euros ou dans une monnaie étrangère.

L'assemblée générale prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit.

Le montant nominal de l'ensemble des titres de créance émis en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder, et s'imputera sur, le plafond relatif aux titres de créance prévu à la dixième résolution soumise à la présente assemblée (10 milliards d'euros).

Le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par loi, aura tous pouvoirs à l'effet de mettre en œuvre les opérations visées par la présente délégation et notamment :

- de fixer la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser ;
- de constater le nombre de titres apportés à l'échange ;
- de déterminer les dates, conditions d'émission, notamment le prix et la date de jouissance, des actions, ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société ;
- d'inscrire au passif du bilan à un compte "prime d'apport", la différence entre le prix d'émission des actions nouvelles et leur valeur nominale ; et
- de procéder à l'imputation sur la "prime d'apport" de l'ensemble des frais et droits occasionnés par l'offre.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale mixte du 26 mai 2009 par sa quatorzième résolution.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés par 1 456 087 232 voix pour, 178 732 547 voix contre ou abstentions.

QUINZIÈME RÉSOLUTION

(Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et des valeurs mobilières donnant accès à des actions, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, délègue au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, les pouvoirs à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, sur le rapport du ou des commissaires aux apports mentionnés aux 1er et 2ème alinéas de l'article L. 225-147 du Code de commerce, à l'émission d'actions de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions existantes ou à émettre de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables, et décide, en tant que de besoin, de supprimer, au profit des porteurs des titres de capital ou valeurs mobilières, objet des apports en nature, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et valeurs mobilières ainsi émises.

Le montant nominal d'augmentation de capital de France Télécom, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder, et s'imputera sur, le plafond relatif aux augmentations de capital prévu à la onzième résolution soumise à la présente assemblée (1,5 milliards d'euros), étant précisé que ce plafond ne tient pas compte du nominal des actions à émettre pour préserver conformément à la loi les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions et que les émissions réalisées en vertu de la présente délégation sont limitées conformément à la loi à 10% du capital.

Les valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société émises en vertu de la présente délégation pourront consister en des titres de créance ou des bons ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires. Elles pourront revêtir notamment la forme de titres subordonnés ou non à durée déterminée ou non, et être émises en euros ou dans une monnaie étrangère

L'assemblée générale prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit.

Le montant nominal de l'ensemble des titres de créance émis en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder, et s'imputera sur, le plafond relatif aux titres de créance prévu à la dixième résolution soumise à la présente assemblée (10 milliards d'euros).

Le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par loi, disposera de tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment pour statuer, sur le rapport du ou des commissaires aux apports mentionnés aux 1er et 2ème alinéas de l'article L. 225-147 susvisé, sur l'évaluation des apports et l'octroi d'avantages particuliers.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale mixte du 26 mai 2009 par sa quinzième résolution.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés par 1 510 535 494 voix pour, 124 284 285 voix contre ou abstentions.

SEIZIÈME RÉSOLUTION

(Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions réservées aux personnes ayant signé un contrat de liquidité avec la Société en leur qualité de titulaires d'actions ou d'options de souscription d'actions de la société Orange S.A.)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, délègue au Conseil d'administration, pour une durée de 18 mois, les pouvoirs à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission d'actions de la Société dont la souscription pourra être opérée en espèces ou par compensation de créances, et décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions et de réserver le droit de les souscrire aux titulaires d'options de souscription d'actions ou d'actions de la société Orange S.A. ayant signé un contrat de liquidité avec la Société.

Le montant nominal d'augmentation de capital de France Télécom résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder 35.000.000 euros, compte non tenu des ajustements susceptibles d'être opérés pour protéger les intérêts des signataires des contrats de liquidité conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles applicables. Le montant des augmentations de capital réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond fixé par la dix-huitième résolution soumise à la présente assemblée.

Le prix d'émission des actions émises en vertu de la présente délégation sera égal à la moyenne des cours constatés pour les actions France Télécom sur le marché Euronext Paris sur vingt jours de bourse consécutifs choisis parmi les quarante-cinq derniers jours de bourse précédant la décision d'émission des actions nouvelles, après correction, s'il y a lieu, de cette moyenne pour tenir compte de la différence de date de jouissance.

Le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, disposera de tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation et notamment pour établir la liste des bénéficiaires au sein de la liste des titulaires d'options de souscription d'actions ou d'actions de la société Orange S.A. bénéficiaires d'un contrat de liquidité et arrêter les caractéristiques, le montant et les modalités de toute émission, le nombre d'actions à émettre au profit de chaque bénéficiaire et le prix de souscription desdites actions.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale mixte du 9 juin 2010 par sa onzième résolution.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés par 1 626 104 509 voix pour, 8 715 270 voix contre ou abstentions.

DIX-SEPTIÈME RÉSOLUTION

(Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission à titre gratuit d'instruments de liquidité sur options réservée aux titulaires d'options de souscription d'actions de la société Orange S.A. ayant signé un contrat de liquidité avec la Société)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, délègue au Conseil d'administration, pour une durée de 18 mois, les pouvoirs à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission et à l'attribution à titre gratuit d'instruments de liquidité sur options ("ILO") constitués de bons exerçables en numéraire et/ou en actions existantes et/ou à émettre de la Société et pour lesquels, le cas échéant, la libération des actions de la Société, sera réalisée par compensation de créance, et décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces ILO et de réserver le droit à attribution aux titulaires d'options de souscription d'actions de la société Orange S.A. ayant signé un contrat de liquidité avec la Société.

Le montant nominal d'augmentation de capital de France Télécom résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder 500.000 euros, compte non tenu des ajustements susceptibles d'être opérés pour protéger les intérêts des porteurs d'ILO conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles applicables. Le montant des augmentations de capital réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond fixé par la dix-huitième résolution soumise à la présente assemblée.

Le prix de souscription des actions émises sur exercice des ILO sera égal à la moyenne des cours constatés pour les actions France Télécom sur le marché Euronext Paris sur les vingt jours de bourse consécutifs précédant la date de dépôt de la notification d'exercice des ILO, après correction, s'il y a lieu, de cette moyenne pour tenir compte de la différence de date de jouissance.

Le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, disposera de tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation et notamment pour établir la liste des attributaires au sein de la liste des titulaires d'options de souscription d'actions de la société Orange S.A. bénéficiaires d'un contrat de liquidité, déterminer le nombre d'ILO à émettre au profit de chaque bénéficiaire et arrêter les caractéristiques, le montant et les modalités de toute émission d'ILO.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale mixte du 9 juin 2010 par sa douzième résolution.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés par 1 602 731 019 voix pour, 32 088 760 voix contre ou abstentions.

DIX-HUITIÈME RÉSOLUTION

(Limitation globale des autorisations)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de fixer à 3,5 milliards d'euros le montant nominal maximum d'augmentation de capital de France Télécom, immédiate ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu des délégations conférées par les dixième à dix-septième résolutions soumises à la présente assemblée, étant précisé qu'à ce montant

nominal s'ajoutera, éventuellement, le montant nominal des actions à émettre pour préserver conformément à la loi les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés par 1 548 728 868 voix pour, 86 090 911 voix contre ou abstentions.

DIX-NEUVIÈME RÉSOLUTION

(Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, délègue au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, sa compétence pour décider l'émission, en une ou plusieurs fois, toutes valeurs mobilières (autres que des actions) donnant droit à l'attribution de titres de créance tels que obligations, titres assimilés, titres subordonnés à durée déterminée ou non ou tous autres titres conférant, dans une même émission, un même droit de créance sur la Société.

Le montant nominal de l'ensemble des titres de créances émis en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder 7 milliards d'euros (ou la contre-valeur de ce montant à la date de la décision d'émission en cas d'émission en monnaie étrangère).

Le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par loi, disposera de tous pouvoirs pour :

- procéder aux dites émissions, en déterminer la date, la nature, les montants et monnaie d'émission,
- arrêter les caractéristiques des valeurs mobilières à émettre ainsi que des titres de créance auxquels les valeurs mobilières donneraient droit à attribution,
- s'il y a lieu, décider de conférer une garantie ou des sûretés aux valeurs mobilières à émettre, ainsi qu'aux titres de créance auxquels les valeurs mobilières donneraient droit à attribution, et en arrêter la nature et les caractéristiques,
- et généralement, faire tout ce qui sera nécessaire.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale mixte du 26 mai 2009 par sa dix-neuvième résolution.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés par 1 629 940 393 voix pour, 4 879 386 voix contre ou abstentions.

VINGTIÈME RÉSOLUTION

(Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital de la Société par incorporation de réserves, bénéfices ou primes)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, délègue au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, sa compétence pour décider d'augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois aux époques et selon les modalités qu'il déterminera, par incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes, suivie de la création et de l'attribution gratuite d'actions ou de l'élévation du nominal des actions existantes, ou de la combinaison de ces deux modalités.

Le Conseil d'administration aura la faculté de décider que les droits formant rompus ne seront ni négociables, ni cessibles et que les titres correspondants seront vendus ; les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des droits dans le délai prévu par la réglementation.

Le montant nominal d'augmentation de capital, immédiat ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra pas excéder 2 milliards d'euros, compte non tenu du nominal des actions à émettre pour préserver conformément à la loi les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale mixte du 26 mai 2009 par sa vingtième résolution.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés par 1 631 702 880 voix pour, 3 116 899 voix contre ou abstentions.

VINGT-ET-UNIÈME RÉOLUTION

(Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder à des augmentations de capital réservées aux adhérents de plans d'épargne)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, délègue au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, sa compétence pour décider, en une ou plusieurs fois, l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions existantes ou à émettre de la Société, réservée aux adhérents des plans d'épargne d'entreprise (et/ou aux adhérents de tout autre plan pour lequel l'article L. 3332-18 du Code du travail permettrait de réserver une augmentation de capital dans des conditions équivalentes) mis en place au sein de la Société ou du groupe France Télécom.

Pour les besoins de la présente délégation, on entend par groupe France Télécom, la Société et les entreprises, françaises ou étrangères, entrant dans le périmètre de consolidation des comptes de la Société en application des articles L. 3344-1 et L. 3344-2 du Code du travail.

Le montant nominal d'augmentation de capital de France Télécom immédiate ou à terme résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à 500 millions d'euros, compte non tenu du nominal des actions à émettre pour préserver conformément à la loi les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions.

Le prix de souscription des actions nouvelles sera égal à la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription, diminuée de la décote maximale prévue par la loi au jour de la décision du Conseil d'administration, étant précisé que le Conseil d'administration pourra réduire cette décote s'il le juge opportun, notamment en cas d'offre aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise de titres sur le marché international et/ou à l'étranger notamment afin de satisfaire aux exigences des droits locaux applicables.

Le Conseil d'administration pourra attribuer, à titre gratuit, aux bénéficiaires ci-dessus indiqués, en complément des actions ou valeurs mobilières donnant accès à des actions à souscrire en numéraire, des actions ou valeurs mobilières donnant accès à des actions existantes ou à émettre, de même nature ou non que celles à souscrire en numéraire, à titre de substitution de tout ou partie de la décote susvisée et/ou d'abondement, étant entendu que l'avantage résultant de cette attribution ne pourra excéder les limites légales ou réglementaires applicables. Le montant nominal des augmentations de capital réalisées immédiatement ou à terme du fait de l'attribution d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions à émettre, s'imputera sur le plafond ci-dessus (500 millions d'euros).

L'assemblée générale décide de supprimer, au profit des bénéficiaires ci-dessus indiqués, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres à émettre dans le cadre de la présente délégation, lesdits actionnaires renonçant par ailleurs à tout droit aux titres attribués gratuitement sur le fondement de cette délégation (y compris à la partie des réserves, bénéfices ou primes incorporées au capital, à raison de l'attribution desdits titres faite sur le fondement de la présente délégation).

Le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par loi, disposera de tous pouvoirs à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation et notamment pour :

- arrêter les caractéristiques, montant et modalités de toute émission de titres,
- déterminer que les émissions pourront avoir lieu directement au profit des bénéficiaires ou par l'intermédiaire d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) d'épargne salariale ou organismes équivalents,
- arrêter la liste des sociétés, ou groupements, dont les membres du personnel et anciens membres du personnel pourront souscrire aux actions ou valeurs mobilières émises,

- déterminer la nature et les modalités de l'augmentation de capital, ainsi que les modalités de l'émission,
- constater la réalisation de l'augmentation de capital,
- déterminer, s'il y a lieu, le montant des sommes à incorporer au capital dans la limite fixée ci-dessus, le ou les postes des capitaux propres où elles sont prélevées ainsi que la date de jouissance des actions ainsi créées,
- s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation, et
- prendre toute mesure pour la réalisation des augmentations de capital, procéder aux formalités consécutives à celles-ci, notamment celles relatives à l'admission aux négociations des titres créés, et apporter aux statuts les modifications corrélatives à ces augmentations de capital, et généralement faire le nécessaire.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale mixte du 9 juin 2010 par sa quatorzième résolution.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés par 1 538 617 935 voix pour, 96 201 844 voix contre ou abstentions.

VINGT-DEUXIÈME RÉSOLUTION

(Autorisation au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital par annulation d'actions)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes,

- délègue, pour une durée de 18 mois, au Conseil d'administration tous pouvoirs à l'effet de procéder à l'annulation, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % du capital de la Société, par périodes de 24 mois, de tout ou partie des actions France Télécom acquises dans le cadre des programmes d'achat d'actions autorisés, par la neuvième résolution soumise à la présente assemblée ou encore de programmes d'achat d'actions autorisés antérieurement ou postérieurement à la date de la présente assemblée,
- décide que l'excédent du prix d'achat des actions sur leur valeur nominale sera imputé sur le poste "Primes d'émission" ou sur tout poste de réserves disponibles, y compris la réserve légale, celle-ci dans la limite de 10 % de la réduction de capital réalisée,
- délègue au Conseil d'administration tous pouvoirs, avec faculté de délégation dans les conditions légales, pour procéder à la réduction de capital résultant de l'annulation des actions et à l'imputation précitée, ainsi que pour modifier en conséquence les statuts.

Il est mis fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale mixte du 9 juin 2010 par sa quinzième résolution.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés par 1 631 667 030 voix pour, 3 152 749 voix contre ou abstentions.

VINGT-TROISIÈME RÉSOLUTION

(Pouvoirs pour formalités)

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée en vue de l'accomplissement de toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur.

Cette résolution est adoptée par les membres présents ou représentés par 1 634 046 080 voix pour, 773 699 voix contre ou abstentions.

Fin de séance

Stéphane RICHARD

Merci de votre confiance et à très bientôt.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée à 19 heures 15.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par les membres du bureau.

Le Président

Stéphane RICHARD

Les scrutateurs

Etat Français

Le secrétaire

FCP Actions FT

Nicolas GUERIN

représentés par :

Jean-Dominique COMOLLI Jean-Pierre BORDERIEUX